

LES C.S.P. D'ORAN ET LE PRÉFET

Manifestation après le 13 Mai à Alger. Lagaillarde, précédé de ses quatre gardes du corps, se dirige vers le siège du Comité de salut public.



SURPRISE ET INDÉCISION DU GOUVERNEMENT

Jean FONTUGNE

A l'aube du 14 mai, tout est consommé à Alger : le Comité de salut public est installé et organisé avec la participation des militaires. Le message du président Coty n'aura eu aucun impact sur l'armée.

A Paris, la confusion est totale. Non seulement le nouveau président du Conseil, Pierre Pflimlin, doit officialiser le coup d'État en déléguant les pouvoirs civils au général Salan, mais il se heurte en plus à la division des partis qui l'ont élu la veille. Les appels de l'extrême gauche à la vigilance républicaine laissent d'autre part, parfaitement indifférente la grande majorité de la population métropolitaine.

De plus en plus, aussi bien à l'Assemblée nationale que dans la presse, le nom du général de Gaulle est maintenant proposé pour éviter la guerre civile. Sa réponse, il la donnera quelques jours plus tard, le 19 mai, au cours d'une conférence de presse, mais, entre-temps, celui qui se prépare pour plus de dix ans à prendre le pouvoir en France aura, par sa déclaration du 15 mai, provoqué l'entrée des socialistes au gouvernement.

Les quelques mesures qui seront alors décidées : dissolution des ligues, censure de la presse et de la radio, ne feront qu'irriter les millions de Français de la métropole, avides de nouvelles — qu'ils obtiennent, d'ailleurs, au cours des émissions diffusées par les postes périphériques.

L'évasion de Jacques Soustelle, gardé par les mêmes policiers qui, quelques semaines auparavant, n'avaient pas caché leur opinion sur l'Assemblée nationale, devait ajouter une touche comique à cette période du 14 au 19 mai.

Du côté du F.L.N., la surprise a joué. La recrudescence des attentats notée en réaction au cours des événements n'empêchera pas cependant les imposantes manifestations de fraternisation dans les grandes villes d'Afrique du Nord et dans le bled.

Jamais sans doute, en Algérie, Français de souche et Français musulmans n'avaient plus vivement souhaité retrouver la paix.

J. F.

Sommaire n° 52 - Historia magazine n° 251



13-14 MAI : MA NUIT LA PLUS LONGUE...

Les Algérois, qui viennent de découvrir les vertiges du Forum, ne se doutent pas encore de ce qui se passe derrière les murs du G.G., où civils et militaires, gaullistes et opposants, insurgés et loyalistes, commencent à se demander si cette journée est une victoire ou un jeu de dupes... C'est finalement l'attitude souple et ferme du général Salan, doté par Paris des pouvoirs civils, qui les rassure. L'appel au général de Gaulle suivra...

E.C.P.A.

Delbecque et Neuwirth abattent leurs cartes: "seul, de Gaulle..."

Ingénieur de l'aéronautique à Alger quand éclate le 13 Mai, M. E. Nazare apporte un témoignage en prise directe de certains moments de cette fameuse nuit du 13 au 14 après la prise du G.G. N'ayant participé à aucun des complots qui débouchèrent sur le Forum d'Alger, n'ayant jamais joué de rôle politique dans la Ville blanche, où il n'était installé que depuis vingt ans, E. Nazare, qui habitait à deux pas du G.G., était venu ce jour-là y rendre visite au directeur de la Sécurité de R. Lacoste, J. Peccoud, encore à Alger. C'est ainsi qu'il se trouvait dans l'enceinte du bâtiment quand Lagaillarde et ses hommes y pénétrèrent. C'est ainsi qu'il fut, et sans l'avoir voulu, propulsé dans « le coup ». Comme observateur, mais aussi comme acteur, car, se retrouvant sans savoir comment dans le bureau de Maisonneuve, le directeur du cabinet de Lacoste, ce bureau prolongé par le fameux balcon du Forum et dans lequel se déroulèrent tous les incidents de cette nuit-là, E. Nazare prit soudain des décisions qui se révélèrent efficaces. Étranges cheminements de l'Histoire, alors qu'il n'avait en rien participé au complot, il se retrouva, à 2 heures, membre du Comité de salut public d'Alger.



Camus/Paris-Match

◀ Dans la nuit historique, Massu arrive en trombe au G.G. Hors de lui, il ne supporte pas, comme il dit, le b... et veut y mettre bon ordre. Puis il « coiffe » le soulèvement, et forme le premier Comité de salut public, au hasard...

Le 14 mai au matin, ▶ le général Salan prend la tête du mouvement. Le 16, il reçoit le C.S.P. d'Alger. A sa droite : Massu ; à sa gauche : Delbecque et Alain de Sérigny, qui a rallié le camp des gaullistes depuis le 11 mai...



A.F.P.

◀ Massu. Près de lui, Delbecque, des civils, des journalistes, des membres du C.S.P. C'est le spectacle du G.G., devenu, pendant quelques jours, un véritable souk politique où tout le monde se côtoie.

Le Comité de salut ▶ public d'Alger en pleine séance. Doit-on appeler de Gaulle? Massu, entre Sérigny et Delbecque. Penché sur eux, Jean Farran, de *Paris-Match*. « Nez-de-Cuir », pris entre tous les feux !

Une fois le principe de la formation du Comité de salut public acquis, je me séparai de mes amis pour me rendre chez moi, afin de rassurer les miens sur mon absence et prendre mes dispositions pour passer la nuit au Gouvernement général.

Entre-temps, le général Salan, accompagné de son état-major, avait emprunté le souterrain qui reliait au G.G. le bâtiment du 19e corps, place Bugeaud.

Il s'assit dans le fauteuil de Lacoste et se fit rendre compte par Massu des exigences des insurgés, qui étaient loin d'être ceux auxquels on s'attendait, mais avec lesquels il fallait agir pour l'instant.

Les insurgés lui demandèrent de se joindre à eux afin de former un bloc civil et militaire, pour justifier et légaliser notre position. Auparavant, le général Massu et quelques-uns de mes camarades avaient harangué la foule du fameux balcon du premier étage donnant sur le Forum.

Le tableau noir de Ducournau

Les haut-parleurs n'avaient pas encore été installés et la voix des orateurs ne pouvait porter que dans les limites de la cour d'honneur. Afin de permettre à la foule massée sur le Forum d'être tenue au courant du déroulement des événements, on remit le tableau noir de Ducournau sur le balcon et on s'en servit pour continuer à renseigner la foule. C'est ainsi que nous informâmes l'opinion publique de la création du Comité de salut public.

Bien que de nombreux musulmans eussent participé à la manifestation, surtout parmi les anciens combattants, la majorité observa un attentisme prudent pendant les deux premiers jours. Elle se rallia aussitôt qu'elle vit l'armée soutenir une action qui les appelait à manifester dans le cadre de la fraternisation et de l'intégration.

Dès la constitution du C.S.P., la présence de musulmans s'imposait et, dans la journée du 14, des contacts furent pris avec diverses personnalités musulmanes. Sur l'heure, il était difficile de trouver des personnes représentatives, car nous ne voulions pas de certains musulmans connus et notoirement inféodés au système, dont la présence n'aurait pas été cautionnée par le monde musulman. Certains qui nous paraissaient dignes de se joindre à nous se récusèrent, ne voulant pas se compromettre. Finalement – la liste des membres du C.S.P. le met en évidence –, le recrutement fut assez maigre.

En revanche, lorsque nous constituâmes le C.S.P. Algérie-Sahara, dépendant du Comité du 13 mai, nous vîmes arriver des personnalités ayant une position influente dans leur secteur. Entre autres Ali Mahlem à Batna, le Dr Sid Cara, que j'ai décidé à se joindre à nous, et d'autres du Sahara, de Constantine et de l'Algérois.

J'habitais rue Duc-de-Cars, à trois minutes à pied du Forum. Revenant de chez moi, vers 20 h 30, je traversai




E.C.P.A.


Vital/Paris-Match

l'esplanade en me frayant un chemin à travers la foule.

Arrivé à la grande entrée, j'éprouvai quelques difficultés pour pénétrer, le service d'ordre appliquant les consignes. En levant la tête, je vis Vacher au balcon. Il intervint. Je retournai donc parmi mes camarades, auxquels s'étaient joints, pendant mon absence, d'autres civils (entre autres : Martel, Lefèvre, Merlot, Froment) ainsi que de nombreux officiers, soit de l'état-major de Salan, soit des paras, les uns en tenue kaki, les autres en tenue léopard.

Vers 22 heures, quelques personnes furent introduites dans le bureau dont les portes étaient gardées par le service d'ordre : un grand garçon élégant mais très agité à ce moment-là, Delbecque, se présenta à Massu, qui ne l'avait jamais vu, et lui annonça l'arrivée imminente de Soustelle. Neuwirth et quelques autres accompagnaient Delbecque.

Massu était embarrassé de sa liste des premiers inscrits au C.S.P., car elle ne dénouait pas le drame. Le nom de De Gaulle avait bien été évoqué, comme beaucoup d'autres solutions, dans la soirée, mais nous n'étions, ni les uns ni les autres, tellement enthousiasmés de le voir revenir.

Une figure de proue

En fait, Delbecque était l'« antenne » à Alger de Chaban-Delmas, et Neuwirth se disait envoyé par de Gaulle. Devant notre réticence, tous deux exposèrent que seul de Gaulle pouvait sauver la situation car la métropole ne comprenait pas très bien ce qui se passait à Alger, mais qu'en raison de la situation politique elle admettait le retour de De Gaulle au pouvoir. Lucien Neuwirth, très habilement, exposa qu'il nous fallait cristalliser notre élan de protestation autour de son nom, car la situation en métropole était également assez tendue, au moment où la France n'avait pas de gouvernement. Il nous dit que les tenants, en métropole, de l'Algérie française et les communistes, avec les socialistes, allaient s'affronter si une solution ne se présentait pas.

Les arguments invoqués m'ont fait dire : « En somme, vous présentez de Gaulle comme une figure de proue ! » Nous nous mîmes d'accord pour en appeler au général de Gaulle en nous disant qu'après tout, malgré ses erreurs et ce que nous lui reprochions, c'était quand même un grand Français et qu'à ce titre il était inconcevable qu'il n'agît pas dans l'intérêt supérieur du pays, en maintenant l'unité de la patrie et l'Algérie à la France.

Massu, enchanté de la tournure des événements, et Delbecque, qui ne le quittait plus, allèrent ensemble rendre compte à Salan, qui se tenait dans le bureau de Lacoste avec les généraux Jouhaud, Allard et l'amiral Auboyneau.

Comment la métropole apprend le « 13 Mai »

Pour l'heure, j'allais de groupe en groupe, pour me rendre compte de l'état d'esprit et des tendances des uns et des autres, car toutes sortes de clans ou de communautés étaient venus se rejoindre dans les locaux, les couloirs, les halls du premier étage, notamment, et du deuxième aussi. En même temps, j'étais en contact avec les quelques fonctionnaires restés soit par curiosité ou solidarité avec les insurgés, soit à leur poste pour raison de service, notamment ceux qui avaient la responsabilité du chiffre. Je les connaissais tous, et particulièrement Yvon Zipperlin, le directeur du chiffre, qui me dit que Paris télexait constamment pour demander des détails et être tenu au courant de ce qui se passait à Alger. Il me vint alors une idée, qui était d'assurer moi-même le contact avec Paris. Je me rendis aussitôt dans le bureau de Maisonneuve, toujours plein de monde, et décidai, en m'asseyant dans le fauteuil de celui-ci, de centraliser tous les appels sur son numéro de téléphone. Mes amis présents approuvèrent mon initiative et je demandai qu'on libérât les abords du bureau où j'étais installé. J'appelai le standard central du G.G. et demandai au chef des services téléphoniques de diriger sur mon bureau tous les appels venant de métropole, sans exception, et de prévenir la poste centrale de suspendre les demandes d'appel d'Algérie vers la métropole. Tout cela, après m'être ▶



Collection particulière

◄ Les U.T. d'Alger. Leur rôle est capital au moment du 13 Mai. Ils sont à la fois civils et militaires et représentent toutes les couches de la population pied-noir. Leur grand patron : le colonel Thomazo.

concerté avec mes amis. Massu, Trinquier et Ducasse m'appuyèrent.

Je reçus les appels de Matignon et des autres ministères. J'informai les demandeurs, qui, pour la plupart, étaient des hauts fonctionnaires, que nous avions constitué un Comité de salut public et qu'à ce titre nous occupions les locaux, qu'il fallait donc attendre la suite des événements. Ces informations, jointes aux telex et aux coups de téléphone que les correspondants des journaux français et étrangers purent transmettre, apprirent à la métropole et au monde le soulèvement du 13 mai.

Et les musulmans ?

Vers 2 heures, tous les bâtiments publics, radio, mairie, préfecture, étaient occupés conjointement par les militaires et les insurgés – d'ailleurs avec l'accord du préfet Barret. Une certaine coordination de l'ensemble de la manœuvre révolutionnaire se manifestait grâce à l'armée, qui encadra, dès les premières heures, la révolution d'Alger. Cette révolution put s'épanouir sans effusion de sang parce que l'armée soutenait les revendications des Européens et ne voulut pas réprimer l'illégalité mais suivre le courant en le canalisant.

Vers 2 h 30, je me trouvai parmi un groupe d'officiers. En face de nous, les chefs de secteur des U.T. ainsi que quelques chefs d'îlot et d'U.T. de la protection urbaine (D.P.U.).

J'écoutai les discussions qui s'étaient établies, à ce moment-là, entre eux, le colonel Trinquier, le colonel Ducasse et quelques officiers. Elles portaient sur l'opportunité de l'intervention des chefs d'îlot et d'U.T. auprès des musulmans. En effet, nous venions de nous soulever pour protester contre une politique d'abandon, mais si l'*intégration* avait été formulée plusieurs fois dans les jours et les mois précédents, ce mot n'avait pas encore été prononcé au milieu du désordre de cette nuit.

Aussi les militaires ont-ils posé la question aux Européens : « Et les musulmans, comment allez-vous faire avec eux ? » D'autant que, en mai 1958, la grande majorité de ceux-ci était profondément acquise à la France. Des chefs d'îlot et d'U.T. proposaient une ségrégation et au besoin, pour les plus durs, la « ratonnade ». Ma réaction avec les militaires fut immédiate : pas question de « ratonnade » ! Il fallait examiner le problème dans son ensemble : les relations entre musulmans et Européens dans un pays qui était alors aux uns et aux autres. Il ne s'agissait donc pas de faire s'affronter deux communautés, et la réponse était simple : il fallait fraterniser, reprendre la notion d'intégration. J'émis cette solution, vivement reprise par les militaires, ce qui n'eut pas l'air de convaincre nos interlocuteurs. Alors, Trinquier leur dit, en porte-parole de ses camarades et de l'armée tout entière : « Si vous n'acceptez pas, nous nous retirons de votre affaire. »

Curieusement, un phénomène se cristallisa dans un petit groupe indépendamment du flottement qui régnait dans les autres, même au niveau de la hiérarchie supérieure ; c'est ce phénomène qui allait orienter et déterminer tout le sens et l'esprit du 13 Mai, car je vis nos gens, un moment déconcertés, prêts à se cantonner dans leurs préjugés antiarabes.

Le silence se prolongeait et, les regardant fixement un à un, j'attendais leur réponse ; les officiers restaient les bras croisés. Enfin, l'un des chefs de commando nous dit : « D'accord, qu'est-ce qu'il faut faire ? » Ce fut un soulagement général, les autres U.T. et chefs d'îlot approuvèrent tout de suite ; les officiers dirent : « Dans ce cas, nous sommes avec vous. » Je leur dis aussitôt que nous allions nous concerter quant à la méthode à employer, mais que, pour l'immédiat, il fallait consolider l'occupation des locaux administratifs sous une autorité responsable.

« Sauvez-nous »

Nous rendîmes compte à Massu et les militaires donnèrent des instructions pour que les occupations fussent faites dans l'ordre, sans dégradation de matériel et en mettant des responsables à tous les échelons, écartant les curieux et les agitateurs. Il fallait prévenir le pire. La radio était déjà entre les mains de membres du Comité de salut public. Peyroud, notamment, était à Radio-Alger, rue Hoche, depuis 22 heures et avait, de son côté, annoncé au monde l'existence du Comité de salut public.

C'est alors qu'à 3 h 15 nous apprîmes par le téléscripteur que les communistes décidaient de s'abstenir afin que Pflimlin fût investi, rejetant ainsi la révolution et les militaires dans l'illégalité. C'était « bien joué ».

Dès que cette nouvelle se fut répandue dans les couloirs du G.G., nous vîmes les militaires désemparés, car ils savaient très bien que le gouvernement n'allait pas accepter que les militaires se fussent insurgés avec les civils, que des sanctions risquaient de les atteindre plus ou moins durement.

Heureusement, le groupe qui était le plus actif parmi les militaires appartenait à l'état-major des paras. Et puis c'était à Trinquier et à ses paras que l'on avait fait appel dès que les C.R.S. avaient été retirés : comment tirer sur

Egret



Radio-Algérie sera le premier organisme officiel à ► passer à l'insurrection, après avoir été investi par une section de paras, dans la nuit du 13 au 14, « pour en préserver l'ordre ». Ce n'était pas encore ce building, mais un petit hôtel particulier, rue Hoche.

, à l'heure où les militaires sont "rejetés dans l'illégalité"

Monsieur le MINISTRE de la DEFENSE NATIONALE

PARIS

objet : Evénements du 13 Mai 1958.

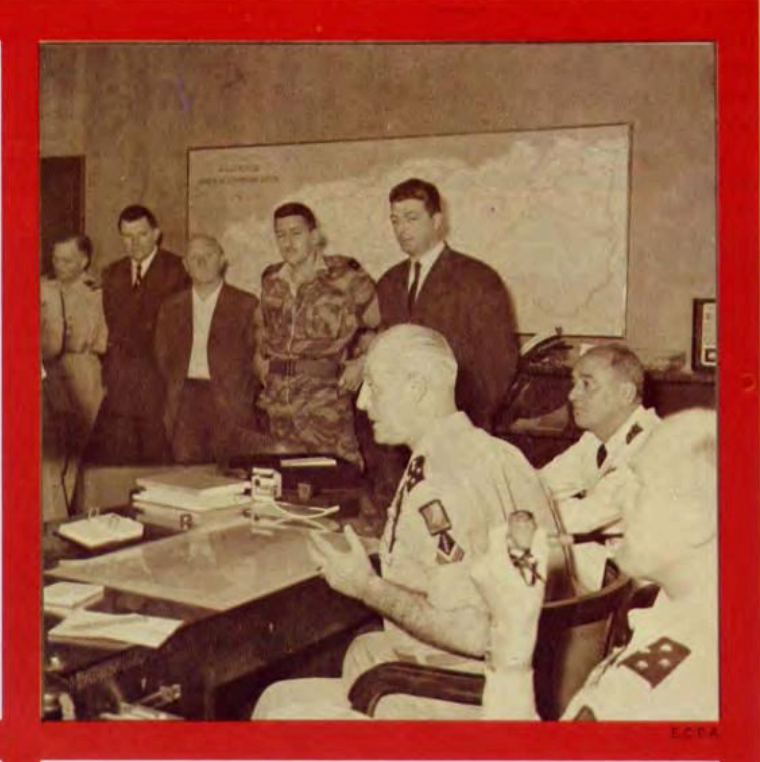
(1) Au moment où la populationd'ALGER vient de quitter les abords du Ministère de l'ALGERIE, j'ai l'honneur de vous adresser le compte-rendu des événements qui ont marqué les heures difficiles que nous venons de vivre.

La grève décidée par les organisations d'Anciens Combattants était absolument générale dès 13 heures comme il avait été prévu. A partir de 14 heures des dizaines de milliers d'hommes et de femmes se dirigeaient à pieds vers le Square Laferrière. Vers 17 heures cent mille personnes environ étaient massées dans les jardins montant aux Monuments aux Morts, sur le Square Laferrière et dans les rues avoisinantes. La foule, qui comptait plusieurs milliers de Français de souche Nord-Africaine était calme. Elle obéissait ponctuellement aux instructions qui lui étaient données par les véhicules "haut-parleur" des organisateurs.

A 18 heures, accompagné de Monsieur BARRET, I. G. A. M. E. de la Région d'ALGER, du Général JOUHAUD, de l'Amiral AUBOYNEAU, du Général ALLARD, du Général MASSU, je me rendais au Monument aux Morts. J'y étais accueilli par une

.../...

Collection particulière



E.C.P.A.

vibrante Marseillaise chantée en choeur par toute la foule. La cérémonie prévue pour commémorer le souvenir des trois prisonniers assassinés se déroula dans le plus grand ordre et dans une discipline absolue. Vers 18 H. 30 la foule se disloquait sans incident.

Cependant, à l'instigation d'éléments extérieurs aux organisations officielles d'Anciens Combattants, quelques milliers de manifestants s'étaient dirigés vers le Ministère de l'ALGERIE, à partir de 17 heures. Ils s'efforçaient bientôt de pénétrer à l'intérieur du bâtiment. Avant même que les unités de Parachutistes mises en place pour assurer la protection du Ministère aient pu intervenir, les C.R.S. rassemblés à l'intérieur dégageaient les abords immédiats des bâtiments en utilisant des grenades lacrymogènes. La foule ripostait en bombardant à coups de pavés et de pierres, les C. R. S. et les parachutistes qui accouraient.

Profitant de ces incidents, les nouveaux dirigeants de la manifestation appelaient des renforts et les faisaient pénétrer de vive force dans le Ministère. Un très grand nombre de bureaux étaient mis à sac tandis que les véhicules de service étaient en partie détruits.

Il ne pouvait être question de faire tirer la troupe. La foule, composée en partie de femmes et d'enfants, était extrêmement dense et grossissait de minute en minute. Je m'efforçais en l'haranguant moi-même, de la calmer. Tous mes efforts restèrent vains. A ce moment de 15 à 20.000 personnes étaient rassemblées autour du Ministère. L'agitation allait sans cesse en s'amplifiant.

Les dirigeants de la manifestation constituaient alors un Comitz de "Salut Public" et nous faisaient savoir que le calme ne reviendrait que si les autorités acceptaient d'accueillir ce Comité et de reconnaître l'existence d'un organisme mixte de vigilance qui serait placé sous la présidence du Général MASSU.

Les conséquences inéluctables de tout recours à la force nous obligeaient à accepter ces conditions. Au même moment, à la demande instante de Monsieur CHAUSSADE, Secrétaire Général du Ministère, de Monsieur MAISONNEUVE, Directeur des Cabinets Civil et Militaire, de Monsieur HOSTEING, Directeur du Cabinet Civil et de tous les Directeurs des Services du Ministère, réunis autour de moi, j'acceptais d'assumer temporairement jusqu'à décision à intervenir du Gouvernement, les responsabilités en ALGERIE, après avoir reçu l'accord du Président GAILLARD.

Collection particulière

Dans le même temps, je faisais progressivement refouler les manifestants à l'extérieur du Ministère. Mais la foule décidait de rester sur place jusqu'à ce que fussent portés à sa connaissance les résultats du Vote d'investiture.

Vers 3 heures, le 14, ce résultat nous parvenait. Le Général MASSU soumettait alors à mon approbation un communiqué destiné, tout en annonçant ces résultats, à inciter la foule à se disperser. Vers 3 heures 45, les derniers manifestants quittaient les abords du Ministère.

En terminant ce récit, je crois devoir insister sur les faits suivants qui vous pemettront de mesurer exactement l'importance à attacher à ces événements. D'une part, la grève prévue a été absolument totale. D'autre part, plus de cent mille habitants d'ALGER ont participé aux manifestations. Il n'est pas exagéré de dire que ce chiffre représente la plus grande partie de la population active d'ALGER.

Mon attitude a été essentiellement commandée par le double souci d'éviter toute effusion de sang et de ne pas engager l'avenir. Ces deux but ont été atteints. Nous n'avons aucune victime à déplorer. Le Comité de "Salut Public" n'a en fait aucune attribution autre que celle d'un Organe de Liaison.

J'ai pris évidemment toutes mesures utiles pour assurer dans les journées qui viennent l'ordre dans ALGER. Mais il est certain que les premières Décisions du Gouvernement auront une importance capitale. La population d'ALGER, toute entière, a eu pendant ces heures - personne ne peut le discuter - le sentiment profond qu'elle défendait la cause de l'ALGERIE, partie intégrante de la FRANCE. Elle attend des paroles et des décisions fermes. Une déception créerait ici une situation tragique.

signé : SALAN.

Collection particulière

Le général Salan est placé à la tête du soulèvement d'Alger, le 14 mai. Il fait alors au ministre de la Défense nationale, Pierre de Chevigné, un rapport sur les faits qui l'ont conduit à prendre cette décision *(texte ci-dessus)*. Salan va jouer un jeu très subtil et réussir, dans l'imbroglio du moment, à se trouver à la fois dans l'illégalité d'Alger, tout en étant cautionné par la légalité de Paris. Dans son bureau du G.G. avec Allard, Jouhaud, Delbecque et Massu.

des gens qui leur sautaient au cou en leur disant : « Sauvez-nous »?

Dès cet instant, une situation de non-retour devenait un fait accompli. Nous nous organisâmes alors pour rendre cohérent tout le système révolutionnaire, en cherchant l'adhésion massive de toute la population d'Algérie, Européens et musulmans. Le mot d'ordre lancé impé-

Salan réticent pour la solution gaulliste

rativement était « fraternisation ». On découvrit Mahdi et Madani pour les joindre aux premiers membres du C.S.P.

Je repris ma place dans le fauteuil de Maisonneuve et pris l'initiative de téléphoner ou de répondre aux appels, sur deux lignes, à toutes les communes et à tous les centres en Algérie, afin de donner des directives précises aux Européens et aux musulmans. Tout le monde demandait ce qu'il fallait faire.

Je leur expliquais, en quelques mots, la formation du C.S.P. : nous avions comme président le général Massu, notre mouvement était cautionné par le général Salan, nous avions toute l'armée à nos côtés et nous faisions appel au général de Gaulle pour former un nouveau gouvernement puisque nous ne voulions plus de la IVe République.

Des petits drapeaux sur la carte...

Je conseillais aux militaires et aux civils de fraterniser avec les musulmans, chose d'ailleurs aisée la plupart du temps dans les douars qui n'étaient pas encore entièrement sous la coupe de la rébellion, et même dans ce dernier cas, nous avions constaté l'adhésion de quelques fellaghas, car, chose extraordinaire et sans précédent, la stupeur des rebelles fut telle, du 14 mai au 5 juin, qu'ils restèrent dans l'attente et qu'il y eut peu d'accrochages durant cette période.

Vers 10 heures, le matin du 14 mai, les haut-parleurs venaient d'être installés, Salan déclara à la foule qu'il cautionnait la formation du Comité de salut public et faisait appel au général de Gaulle pour former un nouveau gouvernement. Des hommes avaient été envoyés pour se mêler à la foule, afin de provoquer un revirement à l'égard de Salan. Ça a marché !

Ce n'est pas sans réticence que Salan accepta de prendre cette position. C'est sans enthousiasme qu'il s'était rallié à cette solution à propos de laquelle, d'ailleurs, il s'était déjà entretenu, avant le 13 mai, avec Soustelle et d'autres personnalités.

Je tins mon poste pendant quarante-huit heures. A ma droite, sur le mur, était fixée une grande carte de l'Algérie sur laquelle nous pointions de petits drapeaux au fur et à mesure que, par téléphone, villes, villages et douars nous apportaient leur adhésion, que nous leur demandions de nous confirmer par télégramme. C'est aussi par cette voie que nous recevions des demandes de renseignements. J'avais avec moi des camarades qui m'aidaient, m'apportaient les télégrammes et recevaient de moi le sens de la réponse ; parfois, un colonel câblait directement. Petit à petit, une grande partie de la carte se remplissait avec quelques trous de-ci de-là. Aussi, pour certains secteurs qui ne s'étaient pas manifestés dans les premières vingt-quatre heures, nous lancions des appels pour prendre contact avec les responsables du lieu. D'autre part, tous les préfets et toutes les autorités civiles et militaires étaient prévenus soit par nous, soit par l'état-major, d'avoir à faciliter l'installation du C.S.P., sans gêner en quoi que ce fût le fonctionnement administratif du lieu, mais, bien au contraire, en y apportant, le cas échéant, leur appui. Bône, Philippeville, Blida, Mascara, Bel - Abbès, Aïn - Témouchent, Nemours, etc., nous suivaient. Constantine vint par la suite. Massu, dès le 15, lança par télégraphe un appel à tous les comités de salut public d'Algérie :

1. Vous remercie rapidité avec laquelle vous avez constitué vos comités.

2. Vos comités ont pour mission d'assurer la liaison avec l'autorité militaire qui détient tous les pouvoirs civils et militaires.

3. Constituez des sections à l'intérieur de vos comités : 1) information auprès de la population ; 2) ralliement des Français musulmans ; 3) administration intérieure ; 4) liaison avec le C.S.P. d'Algérie ; 5) liaison avec l'autorité militaire détenant les pouvoirs civils et militaires.

4. Vous prie mettre en priorité action auprès des Français musulmans sur participation au C.S.P.

Je relaterai par la suite le cas particulier de la ville d'Oran.

« Nez-de-Cuir » et sympathie

La motion no 1 du 20 mai fut ainsi rédigée :

Le Comité de salut public du 13 mai, conscient de l'union qui existe entre toutes les communautés vivant sur le sol de l'Algérie et du Sahara, affirme à la face du monde que désormais rien ne pourra entamer cette unité et déclare à l'unanimité que tous les citoyens de cette province sont des Français à part entière.

Une figure légendaire nous est apparue parmi les officiers que nous avons rencontrés dans la nuit du 13 au 14 : le colonel Thomazo, commandant les U.T. d'Alger. Je sympathisai très vite avec lui, car c'était un homme d'une grande affabilité et sa bonté était proverbiale. Il apporta toute son énergie et le poids de son influence à faciliter les contacts humains au cours de ces jours où tant de civils et de militaires se rencontraient pour la première fois. H

Edgar NAZARE



De tous les coins d'Algérie – ci-dessus, Bône – vont affluer



des messages d'adhésion au mouvement. Sidi-Bel-Abbès,



en Oranie, ou Stora *(photo)*, sur le littoral constantinois,



Aïn-Témouchent, au petit hôtel de ville un peu rococo, et Mascara, dont on voit l'avant-garde des vignobles...



LE "MANDARIN" DANS LA TEMPÊTE

Photo de famille du C.S.P. d'Alger qui s'est étoffé depuis le 13 Mai. Au centre, Massu, entre (toujours !) Delbecque et A. de Sérigny. A la gauche de Thomazo, L. Neuwirth. Accroupi devant « Nez-de-Cuir », A. Arnould, flanqué, à droite, de J. Roseau et, à gauche, du Dr Lefèvre. A l'extrême gauche, Montigny, devant lui, M. Madani et, devant eux, accroupi, Pierre Lagaillarde.



Camus/Paris-Match

« MAIS qu'est-ce qui m'a foutu un cirque pareil ?... »

Le nez est plus cyranesque que jamais. Le cheveu court et dru se dresse sur le chef, comme la crête d'un coq en colère. Une colère qui enlumine la trogne.

... Le général Massu se trouvait au P.C. de la 10e division de parachutistes lorsqu'on lui a dit : « Il y a du grabuge au Gouvernement général. » Il a bondi dans sa voiture. Il a traversé la foule qui l'a acclamé. Il a fait une irruption en trombe dans la confusion et le désordre généralisés. Quel spectacle !...

Bureaux saccagés, meubles renversés, armoires éventrées... On écrase du verre brisé. On piétine des papiers, des cartons à dossiers au contenu épars. Les couloirs font songer aux coursives d'un paquebot à l'instant du naufrage, après la mutinerie de l'équipage.

Tout de suite, Massu est entouré, harponné par une bande de jeunes de vingt-cinq à trente ans. Il n'en connaît aucun. Ah ! si... Ce grand gaillard mince, en tenue de para, le visage orné d'un collier de barbe : Pierre Lagaillarde. Tout le monde gesticule, vocifère en même temps. Massu tente de repousser cette meute qui l'assaille. Il ordonne de vider les lieux. Rien à faire.

– Mon général, il faut que vous vous décidiez. Il faut que vous fassiez quelque chose.

– Mais quoi donc ? interroge Massu d'un ton rogue.

Un jeune homme à lunettes, qui s'exprime avec autorité, lui répond : « Nous allons créer un Comité de salut public. C'est la seule façon de canaliser la manifestation et d'éviter le pire. Votre patronage nous est indispensable étant donné votre prestige. »

Sur ces entrefaites, Salan, qui a emprunté le souterrain reliant la Xe région au Gouvernement général, est arrivé lui aussi. Le « Mandarin » a tout entendu du dialogue. Du coin de l'œil Massu l'interroge. Le commandant en chef réfléchit. Cette menace de « soviet » ne lui dit rien qui vaille à lui, l'homme d'ordre. Mais il se tait. (Un témoin, Robert Martel, qui a joué un rôle prépondérant dans la prise du bâtiment officiel, affirmera plus tard l'avoir entendu dire au général para : « Allez-y, je vous récupérerai demain si les choses tournent mal. »)

« Qui représentez-vous ? » « La foule ! »

Massu se donne 40 secondes pour réfléchir. Puis il se décide. Il ne voit qu'un moyen de contrôler l'action de ce comité qu'on lui propose : c'est d'y entrer et d'essayer de le prendre en main. Ainsi, peut-être, évitera-t-il l'effusion de sang que chacun redoute. Alors, en bougonnant, il se jette à l'eau. Il s'en serait certes bien passé, mais il estime que là est son devoir.

Suivi du colonel Godard, commandant le secteur Alger-Sahel, Massu gagne le bureau de Maisonneuve, chef de cabinet de Lacoste, tandis que Salan et les membres de son état-major s'enferment dans celui de Peccoud, le directeur de la Sûreté. Le grognard s'assied sous une tapisserie de Lurçat, toujours entouré du petit groupe d'émeutiers. Il saisit une feuille de papier.

– Bon, alors, qui met-on dans ce comité ?

– Des civils et des militaires, lance quelqu'un.

– Votre nom ? demande Massu au jeune homme à lunettes qui, le premier, l'a abordé.

– André Baudier, commis aux H.L.M.

– Mais qui représentez-vous ? interroge Godard.

– La foule !... répond avec superbe le garçon.

Massu inscrit le nom de Baudier en tête de liste. Puis ceux de Pierre Lagaillarde, de Gabriel Montigny, employé à la Nationale Caisse Enregistreuse, d'Armand Peyroud, représentant de commerce, de Paul Moreau, distributeur de films, de Joseph Jolivet, directeur de travaux, de Rodolphe Parachini, employé à la Shell... Tous des inconnus, à part le président des étudiants d'Algérie.

Entrent les colonels Trinquier et Ducasse, adjoints directs du général para.

– Ah ! te voilà, lance Massu au premier. Qu'en penses-tu ?

– Je suis d'accord. Je vous suis.

– Et vous, Ducasse, je vous inscris ?

– Bien entendu, mon général !

Le silence soudain a succédé au brouhaha, aux bousculades. Chacun ▶

comment Léon Delbecque améliore son score


E.C.P.A.

◀ Au premier rang du C.S.P. initial, créé par le général Massu peu après la prise du G.G., les colonels Trinquier *(assis)*, Ducasse et Thomazo.


Salan, sur le Forum, ▶ est acclamé par la foule qui, deux jours plus tôt, le huait. Entre-temps, le général en chef a « sauté le pas ».

Toute l'Algérie cocardière se retrouvera au coude à coude. Ici, un vétéran de Verdun, son drapeau, ses médailles. ▼


Gamma/Europress

prend conscience qu'il est en train de vivre un moment historique. Massu, sa liste à la main, sort du bureau et se dirige vers le balcon. A cet instant, le commandant des unités territoriales, le colonel Thomazo, demeuré jusqu'alors silencieux dans un coin, se dirige vers lui : « Ajoutez-moi à la liste », lui dit-il. Ce que fait le général.

Et Massu apparaît au balcon du G.G., micro aux lèvres. Il clame : « Moi, général Massu, j'ai formé un Comité de salut public. » Puis il incite la foule au calme tandis que lui répond une formidable ovation suivie de *la Marseillaise.*

Léon Delbecque manœuvre et s'impose

Vers 22 heures, Léon Delbecque, qui a été pris de vitesse par Lagaillarde et ses troupes, arrive à son tour au G.G. Il a perdu un temps considérable en essayant de joindre Soustelle au téléphone, puis il s'est englué dans les embouteillages. Mais il va très vite rattraper son retard et retourner la situation au profit des gaullistes.

Delbecque a d'abord une sérieuse algarade avec le colonel Ducournau, qui lui reproche d'avoir, par son complot, « réuni les conditions d'un front populaire » et le traite de « voyou ». Une scène un peu semblable se déroule ensuite entre « le grand Léon » et le général Salan. Mais le leader gaulliste ne se laisse pas démonter. En excellent politique, il sait faire le gros dos, avaler les couleuvres. Et puis ne se présente-t-il pas comme l'envoyé de Jacques Soustelle, nom magique dans les circonstances présentes? Il annonce comme imminente son arrivée à Alger, et cette nouvelle fait sensation. Alors, on l'introduit au C.S.P., dont il accapare aussitôt la vice-présidence.

Peu à peu, à force de souplesse et d'habileté, Delbecque parvient à amadouer le général en chef. Il se place sous ses ordres, l'assure de son dévouement, lui promet que le Comité se soumettra au commandement militaire. Le leader gaulliste s'affaire également auprès de Massu. « Il faut, lui dit-il, élargir la composition du C.S.P., le rendre plus représentatif. » Il convainc le général para d'y faire entrer les représentants des anciens combattants, Arnould et Mouchant, ainsi que les « gaullistes de choc » L'Hostis, Neuwirth, Vinciguerra.

De son côté, Lagaillarde, qui assiste à la tentative de noyautage gaulliste du Comité par Delbecque, fait admettre ses amis, le docteur Lefèvre, Robert Martel, Jacques Merlot, Laquière... Alain de Sérigny aussi trouve un siège au C.S.P. Non sans difficulté. L'influent directeur de *l'Écho d'Alger* est vivement combattu par certains en raison de sa position d'ultra, par le colonel Trinquier notamment.

Plus tard, on s'avisera que l'Algérie compte aussi neuf millions de musulmans et l'on en admettra trois au C.S.P. : un officier en retraite, le commandant Mahdi, un contremaître, Madani et un agriculteur, Berkani. Il s'y ajoutera, lorsque le Comité aura été élargi au point de compter 74 membres, le docteur Sid Cara, qui présidera le « soviet » avec le général Massu.

Peu après l'annonce de la constitution du Comité, Massu reçoit un coup de téléphone de Robert Lacoste qui, à Paris, s'inquiète :

– Eh bien, Massu, de quoi s'agit-il? D'un coup d'État? Il est absolument inadmissible que vous participiez à une organisation révolutionnaire.

– Mais ce n'est pas un coup d'État, monsieur le ministre, répond le général. Il s'agit simplement de prouver à l'Assemblée nationale que l'Algérie veut rester française. Il me faut contrôler la foule, la canaliser... Je ne peux tout de même pas donner l'ordre de tirer sur ces hommes, sur ces femmes...

Puis Massu envoie un télégramme au président de la République :


E.C.P.A.

Toutefois, ce qui domine chez la plupart, c'est le souci de maintenir l'ordre en Algérie en attendant que Paris cède, de veiller à éviter la coupure entre l'Algérie et la métropole et surtout – pour Massu et ses fidèles, en tout cas – de maintenir l'unité de l'armée dans ces circonstances dramatiques.

« Canaliser les aspirations populaires dans le cadre du maintien de l'ordre », c'est ainsi que Massu résume les buts du C.S.P. dont « la mission sera terminée, précise-t-il, quand un nouveau ministre de l'Algérie pourra occuper le fauteuil de M. Lacoste ».

L'attitude de Salan dans cette affaire ? Comme le capitaine d'un bâtiment naviguant sur une mer démontée, il s'efforce – et il y parvient – de garder la barre en main. Non sans mal. A certains moments, celui qui, selon le mot de De Lattre, « ne s'embarque jamais sans biscuit », paraît sur le point de sombrer. Et puis, après avoir été secoué rudement, il refait surface. Il sort intact de la tourmente. Mieux : grandi. Jouant la partie avec finesse, louvoyant, temporisant, « le Chinois » réussit à justifier la confiance que Paris place en lui, tout en se faisant acclamer par la foule algéroise. Joli tour de force en vérité.

Les choses pourtant commencent bien mal, ce 13 mai, pour le général le plus décoré de l'armée française. Lorsque, après la prise du G.G., il paraît au balcon pour la première fois, il est conspué de la belle manière par la masse hurlante rassemblée sur le Forum et que sa seule vue met en fureur :

« Hou ! Hou ! Salan l'Indochine ! Bradeur ! Franc-maçon ! A bas Salan !... »

Vous rendons compte création Comité salut public civil et militaire à Alger sous ma présidence en raison gravité situation et nécessité absolue maintien ordre et ce, pour éviter toute effusion de sang. Exigeons création à Paris d'un gouvernement de salut public, seul capable de conserver l'Algérie partie intégrante de la métropole.

Entre-temps, des membres du C.S.P. s'emparent de Radio-Alger. Une proclamation est lue sur les ondes. Désormais aux mains des révolutionnaires, le poste tiendra la population en haleine. C'est le premier organisme officiel à être entré en rébellion.

Au cours de cette même nuit historique, à 3 h 30 exactement, Léon Delbecque et les gaullistes poussent Massu à rédiger un télégramme d'appel au général de Gaulle. Toujours discipliné, Massu demande son accord à Salan. Celui-ci approuve. Alors, follement acclamée, la populaire silhouette du général parachutiste apparaît au balcon.

Président du Comité de salut public, le général Massu vient de franchir le Rubicon.

Les buts du Comité de salut public

Un peu partout à travers l'Algérie, d'autres comités de salut public sont constitués à l'image de celui d'Alger, la plupart du temps à l'occasion de manifestations turbulentes. Des télégrammes d'adhésion affluent. L'un des premiers est signé des officiers commandant les postes sahariens d'Edjelé, d'In-Salah, de Fort-Flatters, de Tamanrasset.

L'unanimité toutefois est loin d'être la règle sur l'ensemble du territoire. Par téléphone, depuis Oran, le préfet Lambert a mis Massu en garde :

– C'est très grave ce que vous venez de faire.

– Sans doute, a répondu le général para. Mais vous en parlez à votre aise. J'aurais voulu vous voir à ma place !

Au fur et à mesure que les heures passent, dans l'écheveau embrouillé des intentions nécessairement contradictoires des uns et des autres, on parvient à démêler les buts que poursuit le C.S.P. Avec pour mots d'ordre « Union-Intégration-De Gaulle », le Comité entend d'abord contraindre Paris à former un gouvernement de salut public que présiderait l'« Homme du 18-Juin ».

Il vise aussi, assurent ses dirigeants, à resserrer les liens entre les deux communautés, à maintenir la population en état de vigilance, à protéger contre toute manœuvre ou toute pression de la part du gouvernement investi les hommes portés au commandement d'Alger. Bien qu'il se défende de se substituer aux organismes réguliers et administratifs, le « soviet » paralyse l'appareil en Algérie. Il s'empare de la radio. Il prend en main la censure.

Officiellement, il assure la liaison entre les populations, dont il est l'émanation, et l'autorité militaire, qui détient le pouvoir. Mais bien des tiraillements se produisent entre ceux qui le composent. Ce qui fait dire au général Massu, son président : « Ce n'est pas très organisé... Je ne connais pas tous les types qui sont là-dedans et chacun veut prendre des initiatives. »

Tous les pouvoirs à Salan

Pâle, défait, le commandant en chef s'isole dans le bureau de Peccoud, le directeur de la Sûreté, avec Chaussade et Maisonneuve. Ceux-ci téléphonent à Félix Gaillard et lui rendent compte de la situation. Le chef du gouvernement consulte Pflimlin, son successeur probable. Après quoi, par un télégramme secret – que son destinataire se gardera bien de montrer à qui que ce soit –, il remet tous les pouvoirs, civils et militaires, à l'armée. Il fait ainsi de Salan le « patron » de l'Algérie.

Un patron dans l'embarras. « Je n'accepterai jamais que des troupes françaises tirent sur d'autres troupes françaises », répondra Salan vertement à une suggestion de Ducournau.

Dans la nuit du 13 au 14, Salan reçoit froidement le général Petit, bras droit du général Ely, le chef de l'armée. Gaulliste à tout crin, Petit vient à Alger avec mission de sauvegarder l'unité de l'armée française. Il s'emploie surtout à convaindre le commandant supérieur d'adresser un message à de Gaulle l'adjurant de sortir de son silence. Il ▶

un jeu subtil entre Paris, Alger, Légalité, Insurrection, Armée

ALGER, le 14 Mai 1958

COMMUNIQUÉ

1 - Le Général SALAN, Commandant Supérieur Interarmées et Commandant la 10e Région Militaire, assume provisoirement à compter d'aujourd'hui 14 Mai, les Pouvoirs Civils et Militaires afin d'assurer le maintien de l'ordre, la protection des biens et des personnes, et la conduite des opérations.

2 - Le Comité de "SALUT PUBLIC" qui s'est constitué à Alger sous la pression des événements pour affirmer la volonté de la population Franco-Musulmane de rester Française, assure la liaison entre elle et le Commandement qui lui transmet ses ordres.

3 - Il importe que tous les rouages de l'Administration soient remis en route au plus vite afin qu'il n'y ait aucune perturbation dans la vie du Pays et dans la conduite des opérations.

4 - La population est invitée à conserver son calme dans la dignité et la discipline. L'autorité militaire invite chacun à lui faire confiance et à reprendre son travail.

◀ 14 mai. Salan assume les pouvoirs civils et militaires. La veille, un télégramme secret de Félix Gaillard, encore président du Conseil, lui confiait cette mission. Le 14, à 6 heures, Pflimlin, investi, confirmait par téléphone.

prépare lui-même le texte, le soumet à Salan, qui le lit, raye le nom du général... et adresse le message au président Coty :

Devant troubles graves qui menacent unité nationale en Algérie et qui ne peuvent être arrêtés sans risquer de faire couler le sang, les autorités militaires responsables estiment impérieuse nécessité de faire appel à un arbitre national afin de constituer gouvernement salut public... Un appel au calme de cette haute autorité est seul capable rétablir situation...

Pendant ce temps, à Paris, Félix Gaillard, qui regrette de lui avoir confié les pleins pouvoirs, en limite l'exercice à la seule zone d'Alger. Fureur du général, qui répond à cette mesure restrictive par une proclamation à la foule du Forum, proclamation qu'il fait lire au balcon par le colonel Thomazo :

« Algérois, ayant la mission de vous protéger, je prends personnellement en main les destinées de l'Algérie française. Je vous demande de faire confiance à l'armée et à ses chefs et de montrer, par votre calme, votre détermination. »

Cette fois, de la foule, versatile et travaillée par des mots d'ordre, de cette même foule qui, il y a quelques heures, le conspuait, s'élèvent des « Vive Salan ! », « Vive l'armée ! » enthousiastes.

Un fils enterré au Clos-Salembier

Le commandant en chef regagne son bureau de la Xe région d'où il assure toujours le gouvernement de sa loyauté et de sa bonne foi. Il regagne ses quartiers, car il n'a pas accepté la proposition que lui a faite Léon Delbecque de rester au G.G. Il entend n'y faire que des apparitions, soit à la demande du C.S.P., soit lorsque les événements l'y appelleront. « Le Chinois » tient à garder ses distances.

Pour l'heure, Salan le sait bien, les « pleins pouvoirs » qu'on lui a octroyés demeurent — ô combien ! — théoriques. Les paras, véritables arbitres de la situation à Alger, ne lui obéissent que dans la mesure où ils sont d'accord sur ses ordres. Quant aux civils du C.S.P., une lutte sourde ne tarde pas à s'engager entre eux et le général en chef. Il a fait apposer sur les murs de la ville des affichettes frappées de deux drapeaux tricolores entrecroisés. On y lit : *...Il importe que tous les rouages de l'administration soient remis en route au plus vite afin qu'il n'y ait aucune perturbation dans la vie du pays et dans la conduite des opérations. La population est invitée à conserver son calme dans la dignité et la discipline. L'autorité militaire invite chacun à lui faire confiance et à reprendre son travail...*

Salan veut substituer au désordre révolutionnaire des premières heures l'ordre militaire. Mais les ultras, les gaullistes, les activistes de tout poil, qui redoutent d'être frustrés de leur victoire, ne l'entendent pas de cette oreille. Ils rameutent la foule au Forum. Ils décrètent à nouveau la grève générale. La bagarre est bientôt ouverte, ou presque, entre le général, qui cherche à faire rentrer la situation dans la légalité, et les civils du C.S.P., qui craignent d' « avoir fait tout cela pour rien ». Salan souhaite que le comité se limite à un rôle de conseil consultatif. Les « révolutionnaires », eux, entendent bien partager l'exécutif avec l'armée.

Mais peu à peu, en douceur, « le Chinois » rogne les prérogatives que le C.S.P. s'est octroyées. L'organisation révolutionnaire voulait confier à une milice des unités territoriales la sécurité de ses membres. Salan s'y oppose et rappelle que les U.T. ne doivent obéissance qu'à l'armée. Il fait enlever les cartes de visite que certains membres du « soviet » avaient déjà épinglées sur la porte des bureaux officiels qu'ils s'étaient appropriés. Il retire au Comité le contrôle de la radio et celui de la censure pour les confier à ses officiers de presse. Il fait en sorte que chacun des C.S.P. créés à travers l'Algérie, soit présidé par un général, c'est-à-dire demeure dans sa main.

Les risques encourus par Salan sont énormes. Et il le sait. Il a envisagé l'éventualité où, l'affaire tournant mal pour les insurgés avec lesquels il se « mouille » — pas trop —, la Haute Cour aurait à lui demander des comptes. D'un autre côté, activistes et gaullistes, craignant d'être trahis par le commandant en chef, projettent un moment de le neutraliser soit en l'arrêtant, soit en le supprimant. Mais il saura sortir de ce mauvais pas. Ainsi justifie-t-il pleinement la réflexion d'un des directeurs de cabinet de Lacoste qui, le regardant manœuvrer avec admiration, s'est exclamé : « Salan est l'un des plus étonnants politiques que l'on ait jamais vus en Algérie !... C'est lui le grand gagnant de toute l'affaire... »

Mais qu'est-il advenu, le 15 mai, pour que le froid, l'énigmatique général mette, cette fois, lui aussi, un pied dans le Rubicon ?

Du balcon il s'adresse directement à la foule toujours présente, toujours compacte. Et le commandant en chef se laisse aller. Il dit, en termes émouvants, son attachement à la terre d'Algérie, cette terre qui conserve les restes de son fils inhumé au petit cimetière du Clos-Salembier.

Et Salan crie : « Vive de Gaulle ! »

Il ajoute : « Ce qui a été fait ici montrera au monde que l'Algérie veut rester française... L'Algérie une fois de plus sauvera la France. Notre sincérité ramènera à nous tous les musulmans... La victoire, c'est la seule voie de la grandeur française. Je suis avec vous », lance-t-il. Et il ponctue son discours par un « Vive la France ! Vive l'Algérie française ! », auquel des milliers de poitrines font écho.

Derrière le général se tient Léon Delbecque qui lui glisse à l'oreille : « Criez vive de Gaulle. »

Alors Salan se tourne à nouveau vers la foule :

« Vive de Gaulle ! » clame-t-il.

Cette fois, il s'est jeté à l'eau. Responsable du pouvoir civil et militaire, il a, personne ne s'y trompe, fait appel à l' « Homme du 18-Juin ». Personne ne s'y trompe et surtout pas l'ermite de Colombey, qui, le soir même, rompt le silence :

« ...Naguère le pays, dans ses profondeurs, m'a fait confiance pour le conduire jusqu'à son salut. Aujourd'hui, devant les épreuves qui montent de nouveau vers lui, qu'il sache que je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République... », déclare-t-il alors. H

Pierre-Albert LAMBERT



Taurines

Oran. La capitale de l'Ouest algérien traverse une crise grave. Le peuple et les U.T. sont tournés vers Alger. Radio-Algérie a invité les Oranais à descendre dans la rue. Les autorités sont plus tièdes. Le préfet Lambert, quant à lui, est absolument opposé à l'insurrection. Cet homme courageux et loyal, déchiré entre l'Algérie française et sa mission, refuse de sortir de la légalité.

LE CALVAIRE D'UN PRÉFET

LES Oranais étaient aussi dans la rue le 13 mai. Quatre-vingt mille hommes femmes et jeunes avaient envahi la rue du Maréchal-Leclerc, l'avenue Loubet et la place des Victoires pour descendre jusqu'au monument aux morts et au boulevard Front-de-Mer en acclamant leur préfet, leur maire et leurs généraux. Mais, à l'exception d'une vingtaine de personnes qui, dans divers milieux,

Lambert à Salan "folie ! je ne vous suis pas et l'Oranie non plus"

avaient des antennes dans la capitale, nul n'était réellement au courant d'un des treize complots qui aboutirent aux événements historiques du 13 Mai d'Alger.

Au matin du 13 mai, les Oranais se réveillent dans une atmosphère de fièvre. L'antagonisme larvé qui oppose entre elles les autorités de la ville jette le désarroi dans les esprits. Derrière qui se ranger ? Pierre Lambert, qui ne cache pas son appartenance à la S.F.I.O. et qui est l'ami de Robert Lacoste, représente un gouvernement mal-aimé. Fouques-Duparc est un gaulliste fervent de la première heure. Il a présidé un conseil municipal qui avait rassemblé tous les partis politiques à l'exception des communistes, chassés par lui de l'hôtel de ville. *L'Echo d'Oran* (quotidien libéral) et *Oran républicain* (journal de gauche) viennent de publier le difficile débat d'investiture du gouvernement Pflimlin et donnent le bilan des attentats dans la région : deux morts à Sidi-Bel-Abbès ; un camion de G.M.P.R. tombé dans une embuscade près de Saïda ; des autos mitraillées près de la plage de Bou-Sfer et sur la route entre Tlemcen et Marnia. La sale guerre va-t-elle continuer longtemps alors que les comptes rendus du corps d'armée annoncent régulièrement le démantèlement des katibas ?

C'est sur cette population qui a les nerfs à fleur de peau qu'au début de l'après-midi tombent, « à chaud », les premiers appels de la radio : les Algérois sont déjà dans la rue ; les Oranais sont invités à les imiter. Rendez-vous à 18 h 30 devant le monument aux morts de chaque localité. Il s'agit de protester solennellement contre « l'assassinat des trois soldats français faits prisonniers le 1er septembre 1956 près de la frontière tunisienne, jugés par le tribunal spécial de l'Armée de libération nationale algérienne le 25 avril 1958 et fusillés trois jours plus tard à l'aube ». Commerçants et industriels ainsi que les administrations et services privés sont invités à fermer, dès 17 h 30, pour permettre à leur personnel d'assister aux manifestations. Quant aux anciens combattants d'Oran, ils ont rendez-vous derrière leurs drapeaux, sur la place Hoche.

Cependant, dès 16 heures, plusieurs personnalités se sont réunies au siège du Syndicat commercial et industriel dont les dirigeants vont jouer un rôle déterminant dans les jours à venir. Il y a là les représentants du tout-puissant syndicat, bien sûr, mais aussi ceux du M.R.P., des républicains indépendants, du parti radical et des unités territoriales, la « milice des citoyens en armes ». C'est en quelque sorte et avant l'heure, un Comité de salut public, mais la formule, si elle a été prononcée, n'a pas encore été retenue. Pour l'heure, il s'agit seulement de créer un Comité d'union pour la défense de l'Algérie française. Une nuance qui ne fera illusion que pendant vingt-quatre heures.

Vers 18 heures, la ville, à l'exception du 3e arrondissement, dans lequel s'inscrit le « Forum oranais », semble morte. En revanche, de la place des Victoires au square du Souvenir, que domine la masse du monument aux morts, des dizaines de milliers de personnes crient à en perdre le souffle : *Bourguiba au poteau ! Vive Lambert ! Vive Fouques-Duparc ! Vive l'armée !* Une demi-heure plus tard, ces autorités que l'on acclame auront du mal, agglutinées autour du docteur Sid Cara, ministre d'un gouvernement démissionnaire, à se frayer un chemin dans cette marée humaine pour parvenir devant la dalle de bronze où brûle la flamme du souvenir et y déposer des gerbes de

Taurinès

◀ Corrida ? Non. Ces jeunes Oranaises, dont la plupart ont une grand-mère née à Valence ou à Alicante, forment la figuration de charme du 13 mai 1958. L'une a noué autour de son cou des rubans tricolores, et l'autre porte l'effigie de De Gaulle en bonne place ! Cette photo a été prise à l'heure où l'Algérie, en proie à la fièvre, se tourne vers Colombey. Valse hésitation orchestrée par Léon Delbecque, l'homme de Chaban.



Taurines

◀ **Oran prend du retard sur Alger. Les Oranais n'auront pas encore quitté leurs bureaux, leurs boutiques, leurs maisons quand ils apprendront, à 18 h 30, que la Ville blanche descend dans la rue. Les autorités savent déjà que les dés sont jetés, que l'Histoire est en marche.**

roses, d'œillets et de glaïeuls. Le silence ne se fera qu'au moment où Fouques-Duparc lira au micro le télégramme qui vient d'être adressé au président Coty et qui, signé par les représentants des syndicats, du Centre des républicains sociaux, du parti radical et radical socialiste, du M.R.P., du parti socialiste S.F.I.O., de l'U.D.S.R. (parti de François Mitterrand), des dix associations d'anciens combattants, demande au chef de l'Etat de « prendre l'engagement solennel de ne jamais confier le destin de la France à quelque chef de gouvernement qui ne s'engagerait pas formellement à conserver intacte l'étendue des départements français ».

L'armée au pouvoir ! Aux premiers rangs des autorités civiles, militaires et religieuses, le général Réthoré, commandant le corps d'armée, le vice-amiral Gély, commandant la marine et préfet maritime de la IVe région, ainsi que le colonel Ezanno, commandant le groupement aérien tactique n° 2, ont été les témoins de l'émotion de la foule. Par leurs fonctions, ils n'ignorent pas que, pendant que les Oranais manifestent dans l'ordre, à Alger, les dés sont jetés. Ce n'est qu'en rentrant chez eux, et devant leurs postes radio, que les manifestants sauront que, déjà, un Comité de salut public vient d'être créé dans leur capitale.

Invité à dîner chez des amis après la manifestation au monument aux morts, le commandant de réserve Carlin, chef du sous-groupement est des unités territoriales, tourne le bouton de la radio. Pas d'informations, mais de la musique douce. Tout à coup, l'émission est interrompue et une voix lance sur les ondes : « Ici, le Comité de salut public d'Alger. Nous venons d'occuper le Gouvernement général ! »

C'est d'une manière plus officielle que l'igame d'Oran, déjà informé par les R.G., apprend la nouvelle à son arrivée à la préfecture. Il fait immédiatement parvenir à la presse et à la radio oranaises le communiqué suivant :

« Des événements graves se sont déroulés à Alger. Gardez votre sang-froid. Un seul gouvernement a une autorité légale, celui qui siège à Paris. Ses ordres seront seuls exécutés par moi. » Puis il téléphone à Salan pour lui dire : « Vous faites une folie. Je ne vous suis pas, l'Oranie non plus. » Il raccroche et appelle Massu pour lui lancer vertement : « Vous faites une c... ! »

Il lui faut maintenant contacter Paris. Dès qu'il a la communication, Lambert dit à Bourgès-Maunoury, puis à Félix Gaillard : « Il faut d'urgence déconnecter Oran d'Alger. Et aussi, pour exécuter les ordres du gouvernement, que j'aie à ma main des troupes prélevées dans la 4e D.I.M., la 5e D.B., les 12e, 13e et 29e D.I. » Le préfet régional sait qu'il peut compter sur les douze généraux du corps d'armée. Mais les exigences opérationnelles et les difficultés logistiques sont telles que, le 14 mai au matin, il ne disposera que de deux bataillons !

Les unités territoriales prêtes à passer à l'action

De son côté, et avant que Lambert eût pu faire couper les communications téléphoniques avec Alger, la mairie d'Oran, dont le secrétaire général, Melenotte, est un ancien officier de la division Leclerc, a réussi à entrer en contact avec Massu. Quant au général Réthoré, qui commande le C.A., il a été surpris par l'évolution des événements. Comme le préfet, il comprend et partage les raisons de la colère populaire. Le coup d'Alger est-il un pustch ? Pour savoir à quoi s'en tenir, il téléphone à quatre reprises dans la capitale pour demander des ordres à son supérieur, le général Salan, commandant en chef.

Le 14 mai au matin, les Oranais se lèvent avec le soleil. Chacun se pose des

(Suite page 1540.)

◀ **Le préfet Lambert, igame d'Oran. Lui, il « ne marche pas » ! Les U.T. prennent la préfecture, d'où il sort par la fenêtre, après qu'on l'eut battu et avant qu'on ne l'arrête.**

Keystone

E.C.P.A.



Fouques-Duparc, maire d'Oran. Il « neutralise » la situation, forme le premier C.S.P.

E.C.P.A.



Le général Réthoré, commandant le corps d'armée, en référera à Salan.



La foule de mai au stade Fouques-Duparc, à Oran. Aussi dense, aussi profonde, aussi mêlée que celle du Forum à Alger. Oran se rattrape !



"je ne suis pas le préfet


H. Bertrand

Massu envoie Trinquier à Oran, pour y installer le Comité de salut public. Défilé des U.T. devant la délégation algéroise. *De gauche à droite :* le commandant Mahdi, le capitaine Léger, le colonel Trinquier et E. Nazare, tous membres du C.S.P. d'Alger. Au premier C.S.P., formé hâtivement par Fouques-Duparc dans le dessein de canaliser la manifestation, succédera, le 15, un C.S.P. plus extrémiste. Celui que Trinquier vient « introniser ».

(*Suite de la page 1537.*)

questions sur l'attitude à prendre. Mais aucun d'eux n'est plus perplexe que l'igame Lambert, superpréfet de choc issu de la Résistance — il a été fait compagnon de la Libération — et devenu, comme son ami Lacoste, un socialiste « Algérie française » ; que le général Réthoré, brillant officier de cavalerie venu en Algérie pour casser du fellagha et qui ne veut pas entendre parler de politique ; que le maire, Fouques-Duparc, qui n'accepte d'être dans le coup qu'à la seule condition que le général de Gaulle sorte de sa retraite.

Dans cette ville en ébullition et qui attend des ordres pour savoir dans quel sens elle doit agir, une seule force organisée : les unités territoriales, que commande un officier d'active, le colonel Yemenitz, mais qui n'entendent prendre leurs ordres que de la bouche de leurs chefs de sous-groupement : le commandant Carlin pour l'est, le commandant Carbonnel pour l'ouest.

Dans le courant de la nuit, le colonel s'est rendu chez Carlin pour lui faire part de la décision des autorités militaires de faire garder les magasins d'armes du P.C. Le commandant obtient que cette garde soit discrète. A 7 heures, les commandants de bataillon sont convoqués à la caserne des zouaves pour entendre le colonel Valentin, commandant le secteur urbain, leur dire qu'il a reçu de son chef, le général de Winter, la consigne de faire régner l'ordre par tous les moyens. Il conseille donc aux responsables des U.T. de « rester tranquilles ». Et il suggère : « Faites donc enlever l'uniforme à vos hommes ! »

Comment faire enlever l'uniforme à des « miliciens citoyens » qui, dans une demi-heure, s'apprêtent à accompagner à sa dernière demeure un de leurs officiers, le lieutenant Henry, tué au cours d'une embuscade de l'A.L.N.

A partir de midi, la mairie d'Oran devient le premier P.C. de ce qui va être, dans quelques heures, le Comité de salut public. C'est de là que Fouques-Duparc va téléphoner au commandant Carlin, installé au P.C. Flore pour l'avertir que des troupes du corps d'armée convergent sur la ville. De son côté, le commissaire central Lemoine, obéissant aux ordres du préfet, a verrouillé toutes les rues qui mènent au monument aux morts. Le rapport des forces en présence est le suivant : d'une part, les 10 000 territoriaux soutenus par la quasi-totalité des Oranais ; de l'autre, les militaires du secteur urbain, la police et les C.R.S. Il faut cependant faire remarquer que la majeure partie de la police d'Etat et une petite partie des C.R.S. étaient composées de « pieds-noirs » évidemments prêts à faciliter les manœuvres de leurs compatriotes, dont ils partagent les sentiments.

C'est justement une de ces compagnies républicaines de sécurité qui a été chargée de garder le centre de Radio-Oran, près du quartier Michelet, où doit s'effectuer le regroupement des U.T. Mais, au dernier moment, le colonel Valentin décide de faire remplacer les C.R.S. par de jeunes appelés du 10ᵉ dragons. C'est là une initiative malheureuse car les recrues, ramenées en hâte du bled où elles traquent avec succès de timides bandes de fellaghas, ne vont pas faire le poids devant les territoriaux, pour la plupart vétérans des campagnes de Tunisie, d'Italie, de France et d'Allemagne, menés par des officiers arborant les décorations gagnées dans les dures batailles contre l'armée allemande.

A la première poussée des territoriaux, le capitaine qui commande le 10ᵉ dragons fait resserrer ses half-tracks. Un soldat surpris par la manœuvre, est coincé entre deux véhicules. Il est relevé avec un fracture du bassin. Il succombera plus tard à l'hôpital militaire Baudens. Ce sera la seule victime militaire de la journée, et cet accident provoquera un flottement dont profiteront les manifestants pour parvenir jusqu'aux portes de Radio-Oran. Un madrier transformé en bélier viendra à bout de la porte du studio. Debout, dans leurs half-tracks, les jeunes

H. Bertrand



soldats prennent des photos de la scène, sans oser intervenir. Pierre-Olivier Martin, directeur de Radio-Oran, sera bien vite neutralisé. Dès lors, les installations radio sont entre les mains des assaillants qui lancent des appels aux autres groupes dispersés à travers la ville et ses faubourgs.

Mais ces appels ne sont entendus que par les quelques milliers de personnes qui entourent le centre. Le relais radio avec l'émetteur principal, situé près d'Oued-Imbert, est occupé par des gendarmes mobiles et le central téléphonique a également coupé les circuits entre le studio et l'émetteur. Aussitôt, un commando de territoriaux décide de s'emparer du central, ce qui sera fait en quelques minutes, tandis qu'un appel téléphonique lancé à un officier sympathisant au Q.G. de la 13e D.I. à Sidi-Bel-Abbès va régler la question de l'émetteur d'Oued-Imbert.

« Je ne veux pas qu'on tue mon préfet »

Au cœur de la ville, la foule entoure en rangs pressés l'hôtel de ville où s'élabore la constitution du Comité de salut public. Les pourparlers sont tumultueux. Le nom de Fouques-Duparc est avancé pour la présidence mais beaucoup ne sont pas d'accord. Dehors, les manifestants crient : « Lambert, démission ! » Ces cris sont encouragés par de petits groupes d'activistes décidés qui font passer le mot d'ordre : « Puisque le préfet ne veut pas partir, obligeons-le à le faire. » Grollemund, secrétaire général de la préfecture, qui assiste aux tractations qui se déroulent à la mairie, est avisé que son « patron » est en danger et il est décidé à tout faire pour l'épargner. Il déclare au commandant Carlin : « Vous avez gagné la partie, mais si vos hommes descendent à la préfecture, je ferai tirer. Je ne veux pas qu'on tue mon préfet. »

Dans le cabinet du maire d'Oran, le premier C.S.P. vient enfin de voir le jour. Il sera constamment remanié dans les jours à venir. Mais, pour l'heure, sa présidence a été confiée à Fouques-Duparc, assisté d'un officier musulman, le colonel Sebanne, d'officiers des unités territoriales et de plusieurs personnalités. Le premier acte du C.S.P. a pris pour plateforme le manifeste établi quelques semaines auparavant par Bidault, pour les démocrates-chrétiens ; Soustelle, pour les républicains sociaux ; Morice, pour les radicaux antimendésistes, et Duchet, pour le centre des indépendants. Mais seuls quatre points du manifeste seront retenus :

- *L'Algérie est et restera française ;*
- *Aucun cessez-le-feu n'est admissible avec le maintien des armes aux mains de ceux qui s'en servent pour l'égorgement ;*
- *L'armée française d'Algérie est le bouclier et l'honneur de la nation. Elle la défend au prix de son sang en même temps que l'intégrité du territoire ;*
- *Les objectifs de salut exigent de toute urgence la constitution d'un gouvernement d'union et de salut national.*

C'est ce manifeste qui doit être présenté au chef de l'igamie d'Oran pour le convaincre d'avoir à céder ses pouvoirs civils à l'autorité militaire ainsi que l'a décidé, à Alger, le général Salan, commandant en chef. Auparavant, il est décidé de former un cortège pour se rendre au monument aux morts où le manifeste sera lu à la foule. Mais un sceptique — ils sont nombreux — s'approche de Carlin et lui dit : « Ne sois pas naïf. Si nous ne prenons pas la préfecture immédiatement, nous couchons tous en prison ce soir. »

Alors ? Préfecture ou monument aux morts ? C'est entre ces deux courants que se partagent les manifestants. Mais déjà des délégations sont allées voir Lambert, qui continue à rester sur ses positions car, dit-il, « je ne suis pas le préfet de la capitulation. Je me suis battu et je me battrai encore pour l'Algérie française. Alors, laissez-moi les coudées franches sans m'imposer un diktat que ma conscience se refuse à accepter ». Ceux qui sont en face de l'igame sont convaincus de la sincérité de cet homme courageux. Ils savent que pour le F.L.N. Lambert reste l'homme à abattre. Mais, maintenant, il est trop tard. Les Oranais veulent suivre les Algérois, et les Algérois marchent la main dans la main avec Salan.

« Faites un geste ! Il y va de votre vie »

C'est parce qu'il a de l'estime pour Pierre Lambert et qu'il comprend son drame de conscience que le commandant Carlin tient à avoir une entrevue avec l'igame. « Il y va de votre vie, monsieur le préfet, faites un geste ! » Mais le préfet refuse catégoriquement. Il ne veut plus recevoir personne. Le colonel Orsoni, détaché par le corps d'armée à la préfecture, profite d'un moment d'ab- ▶

H. Bertrand

◀ 14 mai. Lambert résiste toujours dans sa préfecture. En tête des U.T., Fouques-Duparc *(deuxième à gauche)*, s'y rend, précédé par le fils du caïd d'Assi-Bou-Nif, portant drapeau.



Démarche conciliatrice ▶ du maire d'Oran. Le défilé traverse l'avenue Stalingrad. Fouques-Duparc rendra compte à Lambert de la première réunion du C.S.P., qu'il a présidé le 14 mai. La crise s'ouvre...


Alain Betry

mais on le roue de co

◄ Le monument aux morts d'Oran se dresse square du Souvenir. Il a été inauguré en 1927. C'est à 50 mètres de là, quatre ans plus tard, que le général Jouhaud, passé à l'O.A.S., se fera arrêter. Pour l'heure, Jouhaud vit encore « le miracle de mai ».

sence de Lambert pour faire disparaître le pistolet que ce dernier a gardé dans un tiroir. C'est un geste de prudence qui se révélera utile plus tard.

Le général Réthoré a été appelé d'Alger, quelques instants auparavant, par le général Salan en quête d'informations.

« Tous mes officiers ont la tête froide », répond le chef du C.A. à la question du commandant en chef.

« D'accord, déclare Salan, mais je vous donne l'ordre de prendre les pouvoirs civils. »

Et il raccroche.

« Démissionnez ! » conseille le général de Winter, envoyé par le général Réthoré auprès du préfet. « Non ! » répond encore ce dernier.

48 compagnies d'U.T.

Mais de la place Kléber, qui se trouve devant la préfecture, monte déjà un grondement sourd. Déferlant en vagues serrées du centre d'Oran, quarante-huit compagnies d'U.T., mêlées à des milliers de civils, descendent vers les bas quartiers.

Devant cette avalanche humaine qui descend vers la préfecture, les collaborateurs et de nombreux amis de Pierre Lambert ont tenu à rester à ses côtés, car les observateurs des Renseignements généraux affirment que certains excités sont décidés à « avoir la peau » du préfet. Ainsi l'igame d'Oran ne sera-t-il pas seul lorsque les lourdes grilles de l'hôtel de la préfecture vont céder sous la poussée des manifestants déchaînés. D'une forêt de drapeaux émergent les U.T. en tenue kaki. Les plus légers montent sur les épaules des plus forts pour enjamber la balustrade du perron. Mais ils sont si nombreux à tenter l'escalade que la rampe de pierre cède sous la charge et que plusieurs hommes tombent dans la cour. Ceux qui ont réussi à atteindre le portail enfoncent les deux battants et envahissent la résidence préfectorale en brandissant leurs casques. Mais dans le grand salon de réception, Pierre Lambert les attend, le teint rouge brique, car il est d'un tempérament sanguin, mais s'efforçant de garder tout son contrôle.

Il tente d'expliquer son attitude, mais le vacarme est tel qu'il doit s'interrompre. Le docteur Sid Cara réussit à se faire entendre. Il est même applaudi. C'est alors que l'igame d'Oran laisse tomber comme dans un souffle : « Je ne peux démissionner. Mais je transmets mes pouvoirs civils au général Réthoré. » Personne n'a pu l'entendre, mais un inspecteur de la D.S.T. qui est aussi un dirigeant de l'Association des anciens de la France libre, Attyasse, lance aux manifestants entassés dans le salon : « En raison de la situation que vous avez créée, M. Lambert vient de remettre ses pouvoirs civils au général Réthoré. Vive Lambert ! »

La confusion est telle que beaucoup, s'estimant satisfaits, reprennent le cri de « Vive Lambert ! » D'autres répondent : « Pas Réthoré, nous voulons Massu ! » Un exalté s'empare du képi étoilé du général de Winter et se le plante sur la tête en criant : « Vive l'armée ! » « D'accord, jeune homme, réplique froidement le commandant de la 29e D.I., mais voulez-vous avoir l'obligeance de me rendre ma coiffure ? »

Marianne frappée à coups de barre de fer

Le préfet ayant passé la main aux militaires, la fièvre va-t-elle tomber et la foule se disperser ? Lambert demande aux membres du C.S.P. de lancer le mot d'ordre de dispersion et, pour donner plus de poids à son propos, déclare : « J'ai besoin de toutes les forces du maintien de l'ordre, immobilisées par vos camarades, pour les diriger vers la Ville nouvelle [les quartiers arabes], car je viens d'apprendre que les musulmans, inquiets, ont décidé de s'armer. »

Il y a justement un musulman aux premiers rangs des manifestants européens. Il s'est enveloppé dans un drapeau tricolore comme dans un burnous. C'est Maamar, fils d'un ancien caïd, qui se met à hurler : « Le traître ! Il veut nous pousser à tirer sur les Arabes ! » Le Dr Sid Cara veut apporter quelques apaisements : « Non, dit-il, M. Lambert n'est pas un traître, ou alors j'en suis un aussi. »

Obéissant à je ne sais quel sentiment, le préfet, suivi du commissaire central Lemoine, revient sur ses pas pour s'adresser à la foule du haut du perron. En traversant le *patio* mauresque où un mince jet d'eau gazouille dans un petit bassin de mosaïque dans lequel des U.T. prennent paisiblement un bain de pieds, il est frappé dans le dos à coups de casque. Attyasse lance : « Ne le frappez pas ! C'est un compagnon de la Libération ! » M. Mekki (qui sera plus tard député), le commandant Carlin, le capitaine Dautel, aide de camp du général Réthoré, font au préfet un rempart de leurs corps. Une femme, en pleine crise hystérique, s'acharne sur Lambert qui vient de tomber lourdement sur le sol en criant : « Tuez-le ! » Le commandant Carlin lui

Palumbo





◀ Dans la région du Telagh. Les musulmans venus du bled avec leurs pancartes, se rallieront le 16 mai, confiants en de Gaulle.



L'amiral Gély, ▶ commandant la base de Mers-el-Kébir et la marine en Oranie. Il ordonna l'arraisonnement de l'*Athos*.

administre une paire de gifles, qui la calme. Un groupe d'U.T. protège la retraite de Lambert, blessé, qui, malgré son poids, est évacué par une fenêtre. Pendant ce temps, dans un coin, un homme, armé d'une barre de fer, porte des coups violents sur un buste en plâtre de Marianne en vociférant : « Qu'elle crève, celle-là ! »

Tandis que Lambert est transféré au Château-Neuf, dans le pavillon de la Favorite, résidence du général commandant le corps d'armée, ce dernier, rassuré sur le sort de l'igame, qui doit rejoindre la métropole par un *Neptune* de l'Aéronavale, se rend à l'hôtel de ville pour y rencontrer les membres du C.S.P. et faire le point de la situation. Avec Fouques-Duparc, il rédige le communiqué suivant :

Le général Réthoré assume provisoirement, à dater du 14 mai, les pouvoirs civils et militaires et le C.S.P. assure la liaison entre lui et la population franco-musulmane.

C'est le résumé des accords. Un autre communiqué est rédigé à l'intention de l'opinion publique et sera diffusé par la radio et les quotidiens du lendemain :

Au cours de l'entretien (sic) *que l'inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire a accordé à une délégation de la population, M. Lambert a déclaré à ses interlocuteurs* (sic) *que, fidèle à l'action patriotique qu'il a poursuivie depuis son arrivée à Oran et qu'il entend continuer avec le concours de tous les Français, Européens et musulmans, il a décidé, pour rendre plus efficace l'action pacificatrice du gouvernement, de remettre tous les pouvoirs du maintien de l'ordre au général commandant le corps d'armée d'Oran, qui prendra contact avec les autorités militaires d'Alger.*

Recevant les journalistes tard dans la soirée, le général Réthoré leur déclarait : « Je n'ai pas l'habitude de faire de déclaration à la presse, ce que je considère comme une qualité pour le militaire que je suis. Si, ce soir, je romps avec cette réserve, c'est en raison des incidents graves que vous savez. J'affirme mon identité de vues avec le général Salan, qui a pris en main les destinées de l'Algérie. J'insiste sur la nécessité de maintenir l'ordre, car il serait scandaleux, au moment où nous enregistrons des succès opérationnels, que nous soyons contraints de distraire du combat un seul homme pour le maintien de l'ordre. Il serait dommage que les felllaghas puissent profiter de ces incidents. Nous sommes ici pour leur faire la guerre et pour garder l'Algérie à la France. » H

Léo PALACIO



◀ La préfecture d'Oran, dont l'igame a fait le bastion de la légalité. C'est derrière cette façade à l'allure solennelle que se joue une tragi-comédie !



Place Jeanne-d'Arc, ▶ le 14 mai. Ville morte. Grève générale. Un jour après Alger. Les trolleys sont vides, les abords de la cathédrale *(à gauche)*, silencieux. Au loin, Santa-Cruz.

PENDANT CE


Lefebvre/Paris-Match

◀ **Félix Gaillard. Il est démissionnaire depuis le 16 avril, 1 h du matin. A Alger, la fièvre monte. A Paris aussi, mais ce n'est pas la même. Dans la Ville blanche, il s'agit de sauver l'Algérie de l'abandon. Sur les bords de la Seine, il s'agit de sauver par des replâtrages le régime qui tombe en décomposition. De Gaulle pense que le salut de l'une dépendra d'une révision de l'autre. La crise qui s'ouvre le 16 avril déclenchera une nouvelle valse politique, mais sur l'air de la *Mort du cygne*. Le général de Gaulle cueillera le pouvoir en jouant sur l'une et l'autre rive de la Méditerranée.**

13 MAI 1958, 15 heures ; le débat d'investiture du cabinet Pflimlin va s'engager à l'Assemblée nationale. Dans les couloirs, les rumeurs, les nouvelles, vraies ou fausses, vont bon train. On commence à s'inquiéter de l'ampleur des manifestations prévues à Alger. On assure que des généraux auraient adressé une mise en garde à l'Elysée. L'armée refuserait d'assurer le maintien de l'ordre si Pflimlin était investi malgré tout... Ce n'est pas l'atmosphère des grands jours. On suppute les chances de l'impétrant. D'après les derniers sondages, il lui manquerait une vingtaine de voix. Les augures sont affirmatifs. Seul un gouvernement d'union, de Pinay à Mollet, permettra de dénouer réellement la crise.

En attendant, la déclaration d'investiture ne rencontre qu'une attention polie. Elle ne surprend pas. On en connaît déjà les éléments après cinq jours de fiévreuses consultations. Pflimlin, non sans assurance, annonce son intention de mener à bien la fameuse révision constitutionnelle destinée à mettre fin à l'instabilité ministérielle. Sur l'Algérie, il fait preuve de la fermeté de rigueur depuis nombre d'années : « Il faut que l'on sache que la France n'abandonne pas l'Algérie. La France ne reculera pas devant la violence qui vient encore de se manifester sous la forme la plus odieuse, par l'assassinat de trois de ses soldats. » Après avoir promis de renforcer les moyens de l'armée et d'appliquer la loi-cadre « de la manière le plus large et le plus libérale possible », il aborde le problème des négociations avec une netteté inhabituelle. Les pourparlers en vue d'un cessez-le-feu s'engageront le jour où la rébellion sera prête à renoncer au combat, ayant perdu tout espoir de succès. Des négociations s'engageront également avec le Maroc et la Tunisie « pour régler les questions litigieuses sans sacrifier aucun de nos intérêts essentiels ».

Sur les bancs socialistes, radicaux, M.R.P., l'accueil paraît favorable. Toutefois, les modérés restent de marbre. Mauvais signe ! Suspendu à 16 heures, puis à 19 h 40, le débat ne reprend vraiment qu'à 21 heures. Mais, bientôt, le climat change. L'atmosphère s'alourdit, s'épaissit. Les conciliabules se multiplient. Un flash de l'Agence France-Presse vient de tomber : « Un Comité de salut public civil et militaire s'est constitué à Alger. Il est présidé par le général Massu. » Les pensées se tournent vers Matignon.

Félix Gaillard, depuis près d'un mois, assure toujours l'expédition des affaires courantes. Tenu au courant des événements par Chaussade, il s'efforce de garder la tête froide et de comprendre l'attitude de l'armée, pour le moins équivoque à première vue. Il y a la demande d'instructions de Salan. Faut-il tirer sur une bande « de voyous et de salopards » ? Finalement, deux décisions sont prises. Pas d'épreuve de force, pas d'effusion de sang. Après avoir consulté Pflimlin, le président du Conseil démissionnaire confie les pleins pouvoirs civils en Algérie au général Salan. Il faut tenter d'aider l'armée à éviter l'impasse où elle risque de s'engager.

L'armée hésite devant le Rubicon

Interrompu, repris, le débat se poursuit alors, à l'Assemblée, dans un climat passionné, fiévreux. De fait, devant ce qu'il faut bien appeler l'ultimatum d'Alger, le « réflexe » de défense républicain montre une fois de plus son efficacité. Malgré une ultime pression de Mollet, de Gaillard, de Duchet, en faveur d'un gouvernement « d'union nationale », le ministère Pflimlin est investi par 274 voix contre 129 et 137 abstentions, celles des communistes.

La nouvelle équipe, consciente de la gravité des événements, entend se mettre immédiatement à l'œuvre. Titubants de fatigue, les membres du gouvernement tiennent, à 4 heures du matin, un premier conseil extraordinaire à l'Elysée, suivi d'un conseil interministériel dans la matinée. Fébrilement, on tente

Maugeot/Paris-Match

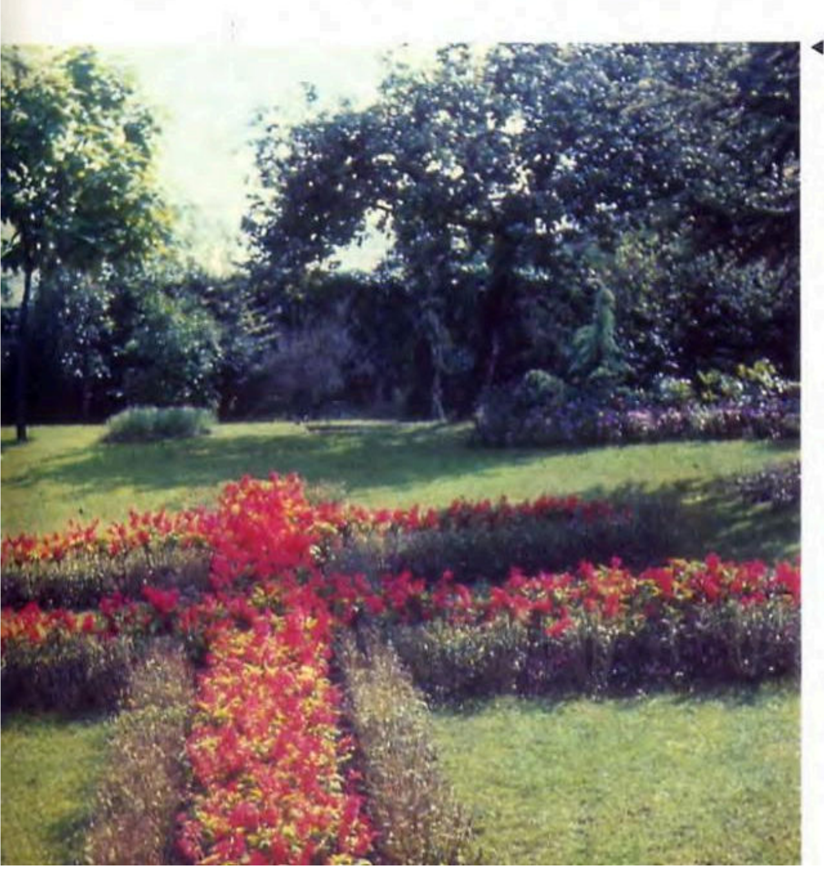

TEMPS, A COLOMBEY...

Pflimlin devient président du Conseil dans la nuit du 13 ► au 14 mai. On brûle son effigie sur le Forum. En l'accusant de tous les péchés de négociation et d'abandon. Le 26 mai, il rencontre secrètement de Gaulle. Devant la menace d'une intervention des paras, et le « coup de Corse », il démissionne.

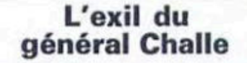

Érick Lessing/Magnum

de faire le point. On se livre à l'exégèse des deux télégrammes de Massu. Le dernier vient d'arriver à 5 heures. Pas plus que le premier, il ne brille par l'élégance du style : « Le Comité de salut public supplie le général de Gaulle de bien vouloir rompre le silence en vue de la constitution d'un gouvernement de salut public qui seul peut sauver l'Algérie de l'abandon et, ce faisant, d'un Dien Bien Phu diplomatique évoqué à maintes reprises par M. Lacoste. »

Lu et relu, ce message paraît plutôt rassurant. Massu ne semble pas être l'épée, « le sabre » que redoute tout pouvoir civil qui se respecte. L'armée pourrait encore être à la croisée des chemins. Tout en s'efforçant de canaliser le mouvement, elle cherche à faire pression sur Paris. Mais elle n'a pas encore franchi le Rubicon. L'appel à de Gaulle en apporte la preuve. Elle cherche visiblement une couverture, un moyen de sortir de l'imbroglio. Interprétation qui paraît encore confirmée par le premier rapport de Salan : « Mon attitude a été essentiellement commandée par le souci d'éviter toute effusion de sang et par celui de ne pas engager l'avenir. Nous n'avons aucune victime à déplorer. Le Comité de salut public n'a, en fait, aucune attribution autre que celle d'un organe de liaison. Les premières mesures du gouvernement auront une importance capitale. La population d'Alger tout entière a eu [...] le sentiment profond qu'elle défendait la cause de l'Algérie, partie intégrante de la France. Elle attend des paroles et des décisions fermes. » Autre élément positif, le mouvement reste étroitement circonscrit à Alger. Les préfets d'Oran, de Tizi-Ouzou, de Constantine, ne signalent pas la moindre action subversive.




◄ Mai 1958. De Gaulle, s'il regarde refleurir la croix de Lorraine sur les pelouses de Colombey, sait déjà que l'heure a sonné d'un autre renouveau. La « traversée du désert » aura duré treize ans ! Après le long, l'amer silence de la solitude, le général reprend soudain sa dimension de guide. Une fois encore son destin se confond avec celui de la France en péril, une fois encore, comme en 1942, l'événement est à Alger. Et le pays se tourne vers lui. Pendant que toutes les tentatives de former un gouvernement avortent et qu'Alger l'appelle, la grande ombre avance vers le pouvoir.


L'exil du général Challe

La politique du gouvernement doit être claire. Montrer sa détermination, rassurer, avertir ! On décide aussitôt quelques mesures de précaution : appel à des renforts de gendarmerie, perquisitions dans des milieux d'extrême droite, quelques dizaines d'arrestations préventives. Pierre de Chevigné s'empresse de neutraliser un certain nombre d'officiers. C'est ainsi que le général Challe se retrouvera à Brest, son adjoint André Martin à Metz. Quant à Soustelle, qui vient de publier avec Bidault, Morice et Duchet un appel en faveur d'un « gouvernement d'union et de salut national », il bénéficie de la sollicitude de la police. Il se retrouve à son domicile « à la suite des menaces de ►

devant la "montée des périls," "Il" parle...

mort dont il a été l'objet de la part du F.L.N. » !

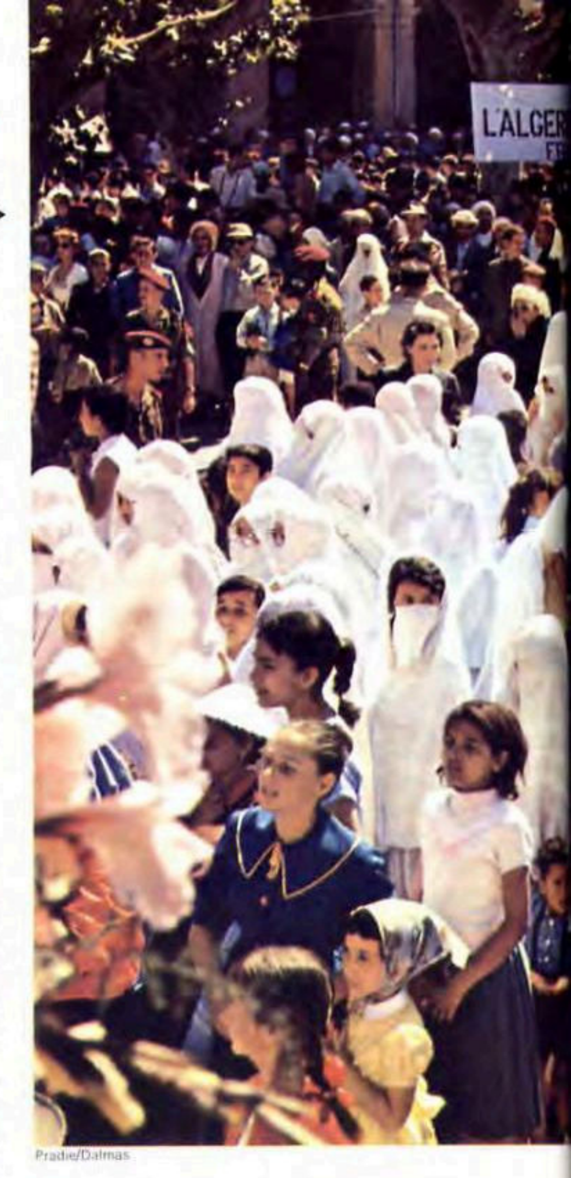
D'autre part, Pflimlin s'adresse par radio à Alger : « On accuse faussement le gouvernement de vouloir pratiquer en Algérie une politique d'abandon. En réalité, son programme d'action, approuvé par l'Assemblée nationale, prévoit que de nouveaux sacrifices seront demandés au pays afin qu'une paix victorieuse récompense le plus tôt possible l'effort de notre armée. » Après la pomme, le bâton. Au président de la République d'adresser un avertissement à l'armée : « Gardien de l'unité nationale, je fais appel à votre patriotisme, à votre bon sens, pour ne pas ajouter aux épreuves de la patrie celle d'une division des Français en face de l'ennemi. Tout manquement à la discipline ne peut profiter qu'à ceux qui nous combattent. Chefs des armées, en vertu de l'article 33 de la Constitution, je vous donne l'ordre de rester dans le devoir, sous l'autorité du gouvernement de la République française. »

On pourra toujours épiloguer sur l'opportunité d'une telle déclaration. N'allait-elle pas contribuer à dramatiser inutilement la situation et rendre par trop perceptible, le cas échéant, la faiblesse de l'exécutif, en un mot : du pouvoir ? En fait, c'est par ce message diffusé aux premières heures du 14 mai que les Français prennent conscience d'un seul coup de la gravité des événements.

En attendant, c'est le 15 mai qui va constituer la journée déterminante de la crise. En Algérie, le mouvement fait tache d'huile. Des comités s'installent dans nombre de villes et réduisent les pouvoirs civils à l'impuissance. Mais le plus grave n'est pas là. Ce qui fait l'effet d'une bombe, c'est la déclaration de Salan, pourtant confirmé dans ses fonctions de délégué général, c'est le retentissant « Vive de Gaulle ! » lancé du

Keystone

◀ Le général Ely, « patron » de l'armée en mai 1958. L'Assemblée nationale ayant voté l'état d'urgence le 16 mai et pris, en métropole, des mesures contre certains officiers, comme le général Challe, Ely donne sa démission. De Gaulle, par la suite, lui rendra ses fonctions.



Après le 16 mai, la fraternisation s'étend en Algérie. ▶ Basée en grande partie sur l'espoir des musulmans dans le retour de De Gaulle, garant du maintien de la France ici. A Blida, manifestation monstre, au cours de laquelle, une jeune fille sera adoptée par Massu.

Pradie/Dalmas

haut du balcon du Forum au matin du 15 mai ! Cette fois, inutile de se leurrer. L'armée reste peut-être sur les rives du Rubicon, elle se refuse à tenter le putsch, à se couper de la nation, mais elle n'en rejette pas moins le pouvoir légal et lance l'appel classique à l'autorité jugée légitime. Quelle que soit l'interprétation, ce n'en est pas moins la rébellion ouverte.

Pour le gouvernement, la tâche apparaît alors comme singulièrement ardue.

14 au soir : c'est le blocus !

Aucune solution de force n'est possible pour contraindre une armée dont le gros des moyens se trouve en Algérie et qui bénéficie visiblement déjà de la complaisance de la marine et de l'aviation. Un seul recours, le blocus ! L'Algérie ne dispose que de dix jours de carburant et de munitions. Déjà depuis le 14 au soir, toutes les communications sont interrompues entre la métropole et l'Afrique du Nord. Mais le blocus est une arme à double tranchant et il faudra établir une discrimination pour éviter de faire le jeu de la rébellion. En même temps, pour faire face à l'aggravation de la situation, le gouvernement s'élargit. Les socialistes sortent de leur réserve et acceptent la participation. Guy Mollet devient vice-président du Conseil, Gazier entre à l'Information et Jules Moch, dont la réputation de fermeté n'est plus à faire, accepte la lourde charge de l'Intérieur.

Ce remaniement ne trompe personne. Il masque à peine l'impuissance du pouvoir, d'autant que l'intérêt se déplace, la crise rebondit, ne se limite plus à un duel entre Paris et Alger. Du fond du désert, une voix s'élève. Le général de Gaulle rompt le silence. A maintes reprises, de différents côtés, dans le désarroi grandissant, son nom a déjà été prononcé. Pour beaucoup, il apparaît comme le seul recours possible face à l'aventure de la guerre civile. Mais jusque-là, l' « ermite de Colombey » n'a rien laissé percer de ses intentions. Il est resté de marbre. Soudain, le voile se déchire et c'est la déclaration laconique du 15 mai à 17 heures. Pour l'ancien chef de la France libre, le jour tant attendu depuis 1946 arrive enfin :

« La dégradation de l'Etat entraîne infailliblement l'éloignement des peuples associés, le trouble de l'armée au combat, la dislocation nationale, la perte de l'indépendance. Depuis douze ans, la France, aux prises avec des problèmes trop rudes pour le régime des partis, est engagée dans ce processus désastreux. Naguère, le pays dans ses profondeurs, m'a fait confiance pour le conduire tout entier jusqu'à son salut. Aujourd'hui, devant les épreuves qui montent de nouveau vers lui, qu'il sache que je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République. »

Alger respire !

A Alger, c'est le soulagement. Salan n'était-il pas sur le point de négocier un arrangement avec le gouvernement ? A Paris, dans les milieux politiques, c'est l'inquiétude. On s'interroge. Une fois de plus, le régime des partis est considéré comme le seul responsable des malheurs du pays, mais pas un mot de blâme à l'égard de l'armée. Que penser de cette formule sibylline « assumer les pouvoirs de la République » ? Est-ce l'annonce d'un 18-Brumaire, d'un 2-Décembre ? Le général compte-il revenir au pouvoir porté par un quarteron de généraux factieux ? En tout cas, même si le mot République subsiste, par quel processus de Gaulle compte-t-il assumer les fonctions du gouvernement légal ? Pflimlin













Photos E. Lessing/Magnum

Le 15 mai, c'est notamment : « Naguère, le pays, dans ses profondeurs, m'a fait confiance pour le conduire tout entier jusqu'à son salut. Aujourd'hui, devant les épreuves qui montent vers lui, qu'il sache que je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République. » Le 27 mai, à 12 h 45 : « J'ai entamé hier le processus régulier, nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain... » La IVe République vit ses derniers jours.

sera-t-il obligé de se soumettre ou de se démettre ? Il a suffi d'un communiqué de quelques lignes pour poser une énorme interrogation. Toutes les voies paraissent possibles... En tout cas, trois pouvoirs se trouvent en compétition. Le pouvoir légal à Paris, mais privé de moyens ; le pouvoir militaire à Alger et le formidable pouvoir moral du général à Colombey...

Cependant, Pflimlin n'entend pas renoncer. Par décrets, le gouvernement procède à la dissolution d'organisations d'extrême droite et, le vendredi 16 mai, l'Assemblée est convoquée en séance extraordinaire pour approuver un projet de loi instituant « l'état d'urgence » pour trois mois. « Le gouvernement a le devoir de faire face, déclare Pflimlin. Il est clair que l'émotion qui s'est emparée des Français d'Algérie découle d'une campagne de calomnies au sujet de laquelle je tiens à élever une protestation solennelle. A cet appel ont répondu des hommes qui, systématiquement, ont créé cet état d'insurrection. Certains de ces hommes sont venus de la métropole et, je tiens à le préciser, n'appartiennent pas à l'armée. » Après un débat particulièrement vif, le texte est adopté par 442 voix contre 112.

Au moment où cette mesure renforce l'arsenal législatif du gouvernement, l'autorité de celui-ci s'effrite davantage. Devant le refus de Pierre de Chevigné de l'autoriser à rendre visite au général de Gaulle, le chef d'état-major de l'armée, le général Ely, donne sa démission. Dès lors, ce n'est plus seulement l'armée en Algérie, mais toute l'armée qui entre en dissidence et se sépare du régime. Ce n'est en même temps un secret pour personne que de nombreux officiers entrent en contact avec Alger. En l'espace de quatre jours, la IVe République a perdu son bras séculier.

Après le week-end, la crise marque le pas. Derrière la résolution apparente du gouvernement, les conciliabules, les prises de position se multiplient. Pineau encourage déjà Mollet et Pflimlin à entrer en contact avec de Gaulle. Au cours de cette trêve relative, un épisode héroïcomique. Trompant la vigilance de ses gardiens, Soustelle réussit à quitter son domicile de l'avenue Henri-Martin, caché dans le coffre d'une Dauphine ! Par Genève, il gagne Alger. Indépendamment du ridicule jeté sur le régime, l'arrivée de Soustelle en Algérie, où l'accueil de Salan sera froid, va constituer un élément important du déroulement de la crise et contribuer à couper les ponts entre l'Afrique du Nord et la métropole. H

Philippe MASSON

LA GUERRE ET LES CAVALIERS

DES le début de la guerre d'Algérie apparut l'intérêt d'unités montées, souples, silencieuses, économiques, bien adaptées au pays. C'est pourquoi trois régiments de spahis à cheval furent remis sur pied, le 5e dans l'Algérois, le 9e dans le Constantinois et le 23e en Oranie. Du 16 février 1956 date la reconstitution du 5e régiment de spahis algériens. Ses quelque 1 000 hommes et 750 chevaux se répartissaient en un escadron de commandement et des services — comprenant, entre autres, un peloton d'automitrailleuses — et en quatre escadrons de combat. Chacun de ceux-ci, fort d'environ 150 hommes et 120 chevaux, s'articulait en un peloton de commandement et 4 pelotons de combat. Musulmans pour les deux tiers, les effectifs du régiment comprenaient les engagés et une proportion d'appelés qui devait aller en augmentant et qui servit avec loyalisme jusqu'à la dissolution, en juillet 1962. Durant ces sept années, le 5e R.S.A. fut commandé tour à tour par les lieutenants-colonels A. Marzloff, Branet, d'Ussel et Feste et puis par le chef d'escadrons d'Orgeix.



Lt-Col Bouchet

LE 2e escadron du 5e spahis algériens, unité à cheval à recrutement musulman, a rejoint à Aumale le reste du régiment en mars 1957, revenant de l'Atlas saharien, où il stationnait depuis deux ans.

Durant treize mois, il va travailler dans la région, occupant tour à tour une ferme européenne au nord de la ville en avril et mai, des mechtas indigènes au sud-est en juin et juillet ; il va ensuite vivre en nomade dans la forêt d'Okris tout le mois d'août, pour enfin se fixer huit mois durant dans deux pauvres cantonnements distants l'un de l'autre de 2 km : la petite ferme d'Aïn-bou-Dib et les baraquements de la Baraque, sur la route de Bouïra.

C'est de cette dernière période qu'il va être question ici. C'est, en effet, celle où une certaine durée de séjour lui permettra de remplir, plus ou moins mêlées, ces trois missions des unités du « quadrillage » : opérations locales, interventions à l'extérieur et pacification.

Le sous-quartier confié à l'escadron mesurait environ 15 km sur 10. Il comportait une vaste zone découverte mais fortement ravinée et, à l'est, la bordure relevée et boisée de la forêt de l'oued Okris ou du Ksenna. Cette forêt, devenue zone interdite, reliait la région des Portes-de-Fer à celle de Médéa et était fort utilisée par les bandes en transit entre l'Algérois et la Tunisie.

La population musulmane se répartissait en modestes villages et en mechtas isolées dans toute la zone ouverte, et un « regroupement » relogeait à la Baraque, où résidait un officier S.A.S., les habitants qui avaient dû quitter la zone forestière interdite.

A part la route Aumale-Bouïra et une route empierrée qui desservait naguère la petite station thermale de Hamman-Ksenna, dans la forêt, il n'y avait guère de pistes utilisables pour les véhicules. Autant dire qu'un escadron à cheval se trouvait là particulièrement à l'aise. Quel que fût le temps, aucune maison n'était inaccessible ; les chevaux passaient partout, silencieux, et pouvaient, d'un temps de galop, rattraper aisément le marcheur le plus agile. Les rebelles locaux n'allaient pas tarder à en faire la plus cruelle expérience.

Tout d'abord, il fallait acquérir une





M. Teboul

▲ Les cavaliers, corps de tradition africaine dont le spectacle abolit le cours du temps. Pourtant, comme les autres unités, ils seront engagés dans la guerre subversive.



◀ On se battait aussi à cheval, dans cette guerre d'Algérie. Là où nul véhicule ne pouvait aller, comme dans la forêt de Ksenna *(photo)*, tenue par le 2e escadron du 5e spahis.

Dans le petit matin, sous un ciel d'une extraordinaire pureté et dans un décor de légende, un peloton de spahis à cheval. On se croirait revenu au temps de Marey-Monge. ▼

connaissance approfondie de notre zone. C'est pourquoi le sous-quartier fut découpé en autant de parties que l'unité comptait de pelotons. Ainsi, chaque chef de peloton se trouvait responsable d'un territoire relativement restreint dont il pouvait rapidement connaître les habitants et la topographie.

La bordure de la zone interdite attira très vite notre attention. Théoriquement vide, elle cachait une zone de passage très fréquentée, et les villages qui la bordaient ne pouvaient manquer d'être des points de contact, de liaison et de ravitaillement. L'expérience nous confirma bientôt dans cette opinion.

Le 2 novembre 1957, tôt le matin, une patrouille de routine en véhicule se rend au pied d'un col, à l'orée de la forêt, dans un village nommé Aïn-Louza. La population prend un air gêné, les gens sont trop aimables, trop empressés, s'embrouillent dans des discours hors de propos. Cela cache quelque chose. Deux hommes rentrent avec nous au poste, et là, hors de la présence de leurs voisins, nous révèlent qu'une bande d'une centaine de fellaghas bivouaque à Bou-Kharsoum, mechta abandonnée de la zone interdite, à environ 3 km à l'est de leur village. Ce matin même, ils leur ont porté à manger. Le renseignement est d'importance. Il est 9 heures et l'escadron présente une revue d'armement : toutes les armes sont démontées, bien nettoyées, tandis que le sous-officier inspecteur procède à ses vérifications.

Je communique le renseignement au P.C. du régiment. Il ne faut compter, me dit-on, sur aucun renfort, sauf, peut-être, sur une compagnie d'infanterie. Tant pis ! nous partons. Les armes sont remontées en hâte, à la barbe de l'inspecteur, les chevaux sellés et, au grand trot, l'escadron à trois pelotons gagne la forêt. Il est 11 heures environ quand nous abordons Aïn-Louza ; les dispositions de combat sont prises et les pelotons se dispersent aux approches du col. Il était temps, car des deux rebords part une fusillade nourrie. Tandis que les spahis se préparent au combat à pied, deux colonnes de rebelles descendent des crêtes environnantes et tentent de prendre l'escadron à revers. Un de mes gradés musulmans est tué, six chevaux sont ▶

Poisson

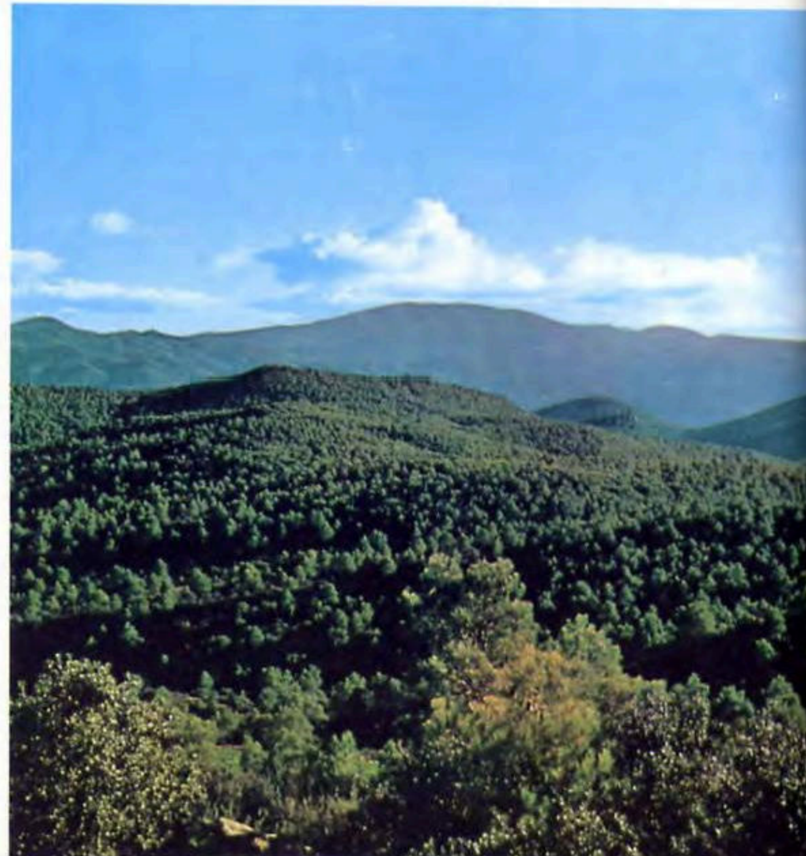




Bessaguet

l'adversaire a la hantise de ces ho

▲ C'est en mars 1957 que le 2e escadron du 5e spahis algériens rejoint son régiment à Aumale *(photo ci-dessus)* et, pendant un an, il opérera dans cette région, pour la défendre et la pacifier. Une région aux forêts denses, utilisées par les bandes de *djounoud* en transit.



Lt-Col. Bouchet

touchés. Une section adverse monte à l'assaut au sifflet. La situation devient délicate quand, au bout de vingt minutes de combat, arrive une patrouille d'avions de chasse. Puis c'est le renfort bienvenu d'une compagnie d'infanterie transportée en camions. L'adversaire relâche sa pression, puis décroche en se dispersant vers l'est. La poursuite commence, ainsi qu'une fouille du terrain, et le combat se dilue en escarmouches multiples dans les ravins et les fourrés. En fin de journée, nous aurons perdu deux hommes et six chevaux, les rebelles, vingt-cinq des leurs et l'armement correspondant.

Dès notre arrivée, en septembre, nous avions remarqué avec irritation que chaque fois que nous approchions d'un village nommé Aïn-Serredj, toute la population mâle s'enfuyait dans la montagne avoisinante, cette même forêt du Ksenna. Nous ne rencontrions plus alors que vieillards, femmes et enfants. Il fallait savoir pourquoi.

Le 4 décembre, tôt dans la nuit, un peloton gagne à pied les lisières de la forêt qui domine le village et occupe avant le jour les trois petits cols qu'empruntent des pistes de mulets. Vers 9 heures, comme à l'ordinaire, le reste de l'escadron, à cheval, se présente devant le village : fuite des hommes vers la forêt. Cinq minutes plus tard, un bref échange de coups de feu signale un accrochage : mêlés aux hommes du village, trois rebelles en armes sont mis hors de combat dont le commissaire politique local. A compter de ce jour, les hommes sont restés au village.

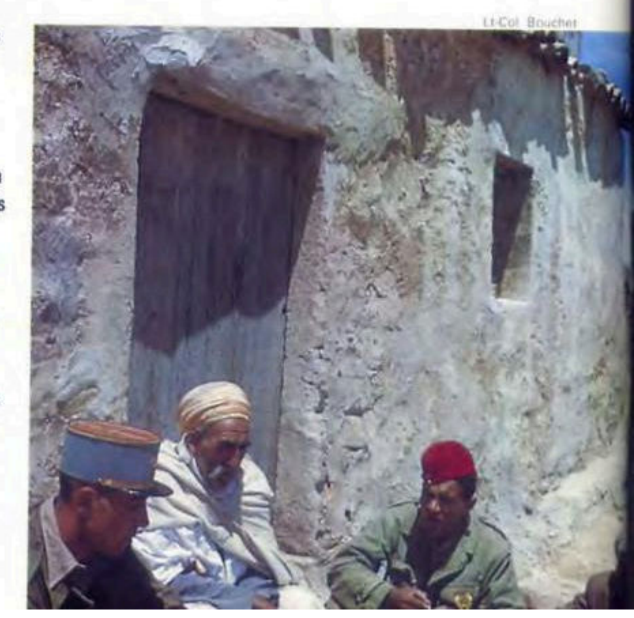
Le 14 janvier 1958, il a beaucoup neigé, le vent qui soufflait en tempête s'est un peu calmé. Un temps à ne pas mettre le nez dehors. Excellente occasion pour rechercher des indices de passage en bordure de forêt. Vers 22 heures, nous partons à onze, dont deux officiers. Nous marchons dans le plus grand silence. Voici la lisière. Soudain, l'éclaireur de tête, un sous-officier musulman, tombe en arrêt devant une piste toute fraîche, tracée dans la neige par le passage d'une troupe nombreuse. Nous la suivons. Elle nous mène bientôt à un groupe de maisons que domine un petit marabout. Tout semble normal, sauf des étincelles sortant d'une cheminée. Des hommes veillent. Mais de sentinelles, point. Intrigué par cette anomalie, j'envoie un de mes musulmans épier les conversations ; pas d'erreur, ce sont bien des rebelles qui, au coin du feu, prêchent la bonne parole. Une fois gardées les issues du village et de la maison, nous enfonçons la porte et prions les occupants de sortir l'un après l'autre. Le premier

Lt-Col. Bouchet



◀ Comme dans tous les autres coins d'Algérie où l'armée pacifie, les femmes musulmanes de la région de Rabelais arrivent en longues théories, portant leurs gosses sur le dos, pour la visite de l'assistance médicale gratuite. Au premier plan, l'officier de la S.A.S. surveille ses « ouailles »...

Lt-Col. Bouchet





◄ Paysage sauvage, tourmenté, de forêts et de thalwegs, comme ceux de Ksenna et de l'oued Okris, devenus zones interdites et reliant la région des Portes-de-Fer à celle de Médéa. Les populations étaient regroupées autour de la S.A.S.



Le 5ᵉ spahis ► traverse au petit trot les rues de Bou-Saada. Scène familière, certes, et qui, pourtant, arrête encore les passants tant les hommes ont fière allure avec leurs turbans blancs et leurs burnous rouges. Des seigneurs...

M. Teboul

franchit la porte en faisant feu ; il est abattu ; il s'agit de Si Chaabane, chef militaire du secteur 3. Ses adjoints le suivent, dont un réussit à s'enfuir ; puis un garde du corps est capturé, blessé ; enfin sortent des hommes et des femmes terrorisés qui regagnent en hâte leur logis.

Trois katibas !

Décidément le coin devenait dangereux pour les rebelles. La confirmation nous vint de la correspondance trouvée, fin décembre, sur le corps d'un chef fellagha abattu près de chez nous : la crainte des unités à cheval — « Ils passent partout, ils vont plus vite que nous » —, le moral de ses hommes en baisse — « Ils font tous des demandes de mutation car ils trouvent le secteur trop dangereux. » On ne pouvait nous rendre plus bel hommage.

Ces opérations locales, effectuées dans la zone de responsabilité de l'unité, n'excluaient pas la participation à d'autres opérations plus importantes, montées dans d'autres secteurs. L'escadron y participait alors, soit avec ses chevaux, soit à pied.

Le 9 décembre, l'escadron part pour une vaste opération dans le douar des Beni-Ouagag, près des Portes-de-Fer. Toute une journée de marche à cheval à travers la forêt du Ksenna, un bivouac à la belle étoile au lieu dit Iril Nador, puis départ à 4 heures, le 10, par une nuit d'encre. A 7 h 20, il ne fait pas encore jour, l'accrochage commence. C'est alors le déclenchement du grand carrousel : les rebelles, de leur camp, tirent à la mitrailleuse, l'aviation entre en action ; puis le combat se fragmente en engagements locaux, la bande cherchant son salut dans la dispersion. Une journée et une nuit d'accrochages, de fouilles, d'attente, d'embuscades, à pied dans les ravins et les rochers, à cheval sur les replats et les pistes. Mais la surprise réalisée par la mise en place silencieuse, de nuit, des unités à cheval a permis de prendre au nid les rebelles, d'exploiter toute la journée, de mettre hors de combat 35 d'entre eux et de détruire leur camp.

Le 11 avril 1958, laissant les chevaux à la Baraque, nous partons en camions, à 5 heures, pour le Bougaden, massif montagneux tourmenté qui s'élève à l'ouest d'Aumale. Un renseignement de bonne source avait fait état de la présence dans le coin d'un commissaire politique et de son escorte. Nous débarquons des camions vers 6 heures, l'accrochage avait déjà débuté. C'est que, en fait de commissaire politique, nous avions affaire à Si Lakhdar avec trois katibas armées de mitrailleuses MG-42. Une compagnie d'infanterie qui devait tenir ►

Lt-Col. Bouchet



◄ Des palabres qui n'en finissent pas et que le sous-lieutenant arbitre avec une patience inépuisable. C'est la rituelle *chikaya*...

Médecine en plein ► vent. Mais la paix et la guerre se côtoient ici, et la chasse aux katibas est aussi active que le combat contre la misère, la maladie.


Goubard

◀ Image insolite de l'Algérie en hiver. Il a neigé lourdement sur Médéa, qui se transforme soudain en ville européenne. La neige, c'était la fascination, le dépaysement, et un silence tout à fait inattendu.

guerre subversive et tradition africaine

un piton était tombée, en se mettant en place, sur l'une d'elles et avait essuyé des pertes sévères. Le combat se circonscrit assez vite dans une vaste cuvette dont le régiment, à trois escadrons à pied, doit s'emparer du rebord nord, le Koudiat-Ras-Mansour, qui culmine à 1 100 mètres. L'assaut de la crête est lancé, l'un de nos escadrons a deux tués et six blessés. En fin de matinée, le nord de la cuvette est à nous, mais les contacts sont serrés ; on se bat à la grenade ; les hélicoptères qui viennent chercher les blessés sont obligés de rebrousser chemin et de se poser à distance. L'aviation entre en jeu. Vers midi, nous tentons de déboucher dans la cuvette, mais j'ai aussitôt trois blessés et l'escadron voisin deux tués dont un chef de peloton. Ce n'est que vers 16 heures, avec l'appui des chars, de l'artillerie et de renforts arrivés d'Alger par hélicoptères que le débouché peut se faire. Mais déjà une partie des effectifs adverses a réussi à passer au travers de la nasse. A la nuit, le combat s'éteint. La fouille du terrain révèle que pour l'ensemble de l'opération les rebelles ont perdu 90 des leurs, mais nous déplorons une vingtaine de morts et une cinquantaine de blessés (1).

La destruction des bandes armées était la partie guerrière de nos activités. Mais la pacification allait de pair avec elle. En effet, les deux aspects étaient absolument liés.

Le F.L.N. avait mis en place, là comme sur tout le territoire, une organisation politico-administrative (O.P.A.) destinée à contrôler la population. Cette organisation fonctionnait avec un zèle et une efficacité étroitement fonction de l'activité des éléments combattants. Détruire l'O.P.A. c'était couper les bandes de leurs sources de renseignements et de ravitaillement ; détruire les bandes, c'était supprimer la contrainte qui pesait sur les populations, faire naître le calme et la confiance, obtenir le renseignement. L'un n'allait donc pas sans l'autre.

Il y aura eu le 13 Mai

Dans une région aussi sous-administrée que l'était la campagne algérienne, la première chose à faire était de recenser les habitants. Travail délicat lorsque ceux-ci, sans état civil, ne connaissent que leur prénom associé à celui de leur père. Il fallait donc connaître non seulement les noms et leur localisation géographique, mais également les visages.

Durant ces huit mois de présence à la Baraque, l'escadron parcourut le secteur en tous sens. En liaison avec l'officier S.A.S., un fichier fut constitué, par douar, par village, par maison, tout étant numéroté : chacun eut alors une adresse.

Cela fait, il fallait se montrer, être là tous les jours, nuit et jour, prendre le café, dire un mot aimable, s'enquérir du cousin malade, faire un tour au marché, soigner l'enfant ou le bourricot, trancher les disputes familiales, etc. Il est certain qu'une unité musulmane, à cheval de surcroît, était particulièrement bien adaptée à ce travail. Ce n'était pas que mes spahis eussent tellement vive la fibre pacificatrice, mais parlant la langue et bénéficiant du prestige qui, en terre d'Islam, s'attache aux cavaliers, des contacts se nouaient rapidement (qu'il fallait d'ailleurs contrôler). Les chefs de peloton et moi-même avions très facilement la « température » des douars.

Quand, en avril 1958, le 5e spahis est parti pour la vallée du Chélif, il a légué à d'autres un secteur apaisé. Il a fait la preuve que les unités à cheval sont capables d'avoir raison de la rébellion si on veut bien les employer dans des zones où leur mobilité, leur rusticité et leur silence leur assurent la supériorité sur des unités d'un autre type. Fluides, rapides, agressives, elles ont fait fuir l'adversaire ; les populations ont apprécié ces escadrons à cheval intégrés à leurs traditions africaines.

Du Dahra à l'Ouarsenis, l'escadron fera de nouvelles expériences, connaîtra d'autres succès et d'autres deuils. Il recommencera là-bas ce qu'il avait accompli ici. Mais les circonstances ne seront plus les mêmes. Entre-temps, il y aura eu le 13 Mai. H

Lieutenant-colonel Alain BOUCHET

(1) Dans l'affaire, le 5e spahis avait eu cinq tués et une dizaine de blessés, et les rebelles, une trentaine de morts.

Miraton





Les spahis à cheval éclairés et appuyés par l'aviation, ▶ coopération inattendue qui donne un nouveau visage à la guerre d'Algérie dans le secteur d'Aumale. Mais les dernières unités montées de l'armée française ne sont utilisables que dans certaines conditions de terrain.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebelo*

Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION ADMINISTRATION
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Telex 21311. Publin Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS 14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS. Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS. Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS. Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS. Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires en France.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070 BRUXELLES. CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS. Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS. Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(13 au 31 mai 1958)

AMÉRIQUE

15 : état de siège en Bolivie.
19 : signature d'un accord entre les États-Unis et le Canada sur la défense antiaérienne.
26 : mise en marche de la centrale nucléaire de Shippingport aux États-Unis.
27 : échec de lancement d'un satellite artificiel à Cap Canaveral.

ASIE

22 : élections législatives au Japon : succès de la tendance libérale-démocratique.
24 : VIIIe congrès du parti communiste chinois : lancement du « grand bond en avant » et condamnation du « titisme ». Lin Piao accède au septième rang dans la hiérarchie.

EUROPE

15 : signature d'une déclaration commune soviéto-arabe.
Lancement réussi du troisième satellite artificiel soviétique.
Violentes déclarations bulgares contre la Yougoslavie.
16 : la candidature Delgado aux élections législatives provoque de sérieuses bagarres au Portugal.
Congrès du parti communiste slovaque à Bratislava.
Protestation occidentale contre les droits de péage imposés aux bateaux dans la zone orientale de l'Allemagne.
17 : visite du chancelier autrichien Raab en Grande-Bretagne et aux États-Unis.
En Grèce, démission du cabinet Karamanlis. Formation d'un gouvernement Georgacopoulos.
Franco présente aux Cortès les douze principes du mouvement national espagnol.
19 : la Grande-Bretagne rejette le plan Rapacki.
Grève des dockers londoniens.
22 : fin des négociations franco-allemandes sur la Sarre.
25 : élections législatives en Italie : progrès de la démocratie-chrétienne.
25 : communiqué final à l'issue de la réunion du Comecon et du Pacte de Varsovie.
28 : dénonciation par l'U.R.S.S. des accords économiques signés avec la Yougoslavie.
30 : réduction des effectifs des troupes britanniques en Allemagne.

MOYEN-ORIENT

15 : développement de l'insurrection au Liban.
Le gouvernement de Beyrouth demande de l'armement lourd aux États-Unis.
18 : l'armée libanaise bombarde Tripoli, aux mains des insurgés.
20 : plainte libanaise contre la République arabe unie au Conseil de sécurité.
22 : démission du ministre de la Défense libanais.
Arrivée d'experts soviétiques en Syrie.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



L'EVASION ROMANESQUE DE J. SOUSTELLE

Sommaire

● **A.L.N. en difficulté**
Dix-huit mois de combats acharnés ont permis d'isoler la rébellion de ses bases du Maroc et de la Tunisie. Privés des renforts d'armes et de munitions, les hommes du F.L.N. apprennent les événements d'Alger et se replient sur leurs bases.

● **Une nouvelle troïka**
« Où que je sois, j'œuvrerai pour le retour du général... » Jacques Chaban-Delmas ne peut que se féliciter des résultats obtenus par les hommes qu'il a délégués à Alger pour le représenter et qui ont créé l'antenne de la Défense nationale.

● **Le retour attendu**
Pendant des mois, Jacques Soustelle avait appelé à la création d'un gouvernement de salut public. Au lendemain de l'insurrection algéroise, la première mesure que prend le gouvernement Pflimlin est de faire garder le leader de l'U.S.R.A.F. à son domicile. Cela ne l'empêchera pas de rejoindre Alger au cours d'une évasion qui rappelle, par certains côtés, celle de Léon Daudet.

● **Le retour du général**
Depuis des semaines, de Gaulle était convaincu que la fin de la « traversée du désert » était proche. Son silence au cours des dernières années avait ajouté à son prestige et à sa légende. Deux interventions publiques suffiront pour le ramener au pouvoir.

● **Plan « Résurrection »**
En militaires avisés et compétents, les généraux commandant en Afrique du Nord préparent une solution de rechange au cas où le gouvernement d'union nationale ne serait pas mis en place. Le plan « Résurrection » qu'ils ont mis au point dans ses moindres détails est bientôt prêt. Les parachutistes sont déjà alertés.

Imprimé en France - Imp: GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4e trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 251 - 9 octobre 1972.

CES DOCUMENTS CRIENT LA VÉRITÉ :
L'ALGÉRIE VEUT RESTER FRANÇAISE

☆ ★ ☆



A CONSTANTINE, LA FOULE A REPONDU A L'APPEL DU PATRIOTISME

☆ ★ ☆

Comme l'Algérois,

Comme l'Oranais,

L'EST ALGÉRIEN

OU NAQUIT LA TERREUR

S'EST SOULEVÉ

DANS L'AMITIÉ

FRANCO-MUSULMANE

POUR LA GRANDEUR

DE LA PATRIE

* * *

Petit soldat de France

enfin ! ton sacrifice

n'aura pas été vain



EN FOULE DERRIERE LEUR PROFESSEUR, S'ILS AGITENT DES DRAPEAUX FRANÇAIS, C'EST QU'ILS VEULENT RESTER FRANÇAIS.

☆ ★ ☆



VISAGE DE L'ALGERIE UNIE. CETTE PETITE EUROPEENNE ET SES DEUX AMIES MUSULMANES, TOUTES TROIS ELEVES DE L'ECOLE FRANÇAISE, CHANTENT LA MARSEILLAISE.

☆ ★ ☆



A BONE, UNE MER HUMAINE, DES DRAPEAUX, DES CRIS : « VIVE L'ALGERIE FRANÇAISE.

Les manifestations de fraternisation qui ont marqué la semaine du 14 au 19 mai se sont déroulées sans heurts ni effusion de sang. Elles n'ont pas toujours été spontanées. Mais il apparaît que nombreux furent, parmi les Français musulmans, jusque-là attentistes, ceux qui ont volontairement rejoint les hommes qui se battaient déjà depuis de longs mois pour une Algérie française.